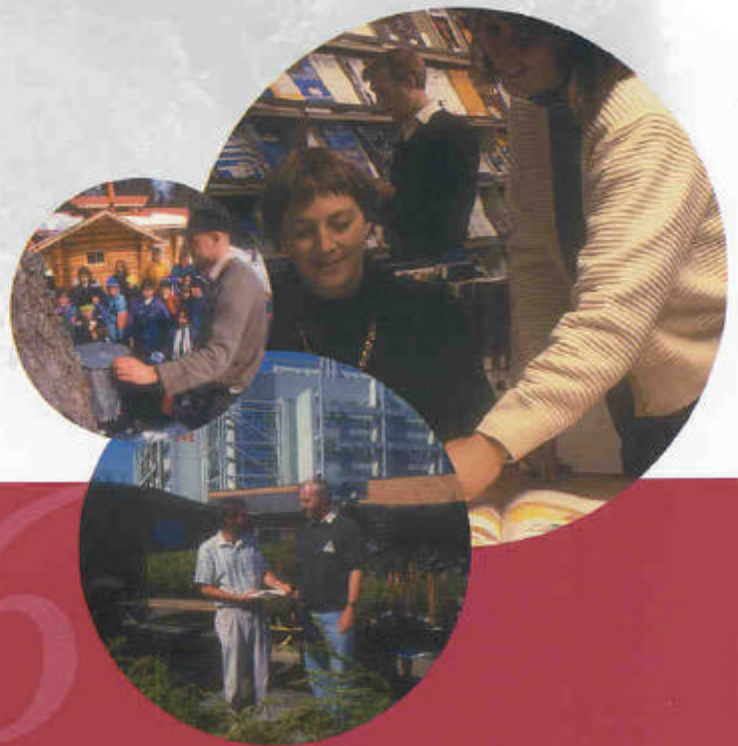


L'information pour la prise  
de décisions en matière  
de développement durable



*Monographie n° 16*

16

Canada



# L'INFORMATION POUR LA PRISE DE DÉCISIONS EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

*Une contribution canadienne au dialogue qui se tiendra durant la  
neuvième session de la Commission du développement durable  
des Nations Unies, du 16 au 27 avril 2001*

Ottawa, Canada

2001

## Collection Monographies sur le développement durable au Canada

L'aménagement forestier durable,  
monographie n° 1

Le transport durable, monographie n° 2

La protection des mers et des océans, monographie n° 3

Le développement durable : minéraux et métaux,  
monographie n° 4

La jeunesse canadienne : perspectives sur le  
développement durable, monographie n° 5

Le Canada et les eaux douces : expérience et  
pratiques, monographie n° 6

Les océans du Canada : expérience et pratiques,  
monographie n° 7

Assurer l'avenir du milieu rural : le développement  
rural et l'agriculture durable au Canada,  
monographie n° 8

L'aménagement forestier durable : un engagement  
soutenu au Canada, monographie n° 9

L'industrie des minéraux et des métaux : vers un avenir  
durable, monographie n° 10

Les peuples autochtones et le développement durable  
dans l'Arctique canadien, monographie n° 11

La contribution des sciences de la Terre à la gestion  
durable des ressources et des terres,  
monographie n° 12

Leçons de la nature : l'approche écosystémique et la  
gestion intégrée des terres au Canada,  
monographie n° 13

L'énergie et le développement durable : une optique  
canadienne, monographie n° 14

Le transport durable : le contexte canadien,  
monographie n° 15

L'information pour la prise de décisions en matière de  
développement durable, monographie n° 16

Ces monographies sont accessibles sur la Voie verte d'Environnement Canada (<http://www.ec.gc.ca>).

\* \* \* \* \*

Un nombre restreint d'exemplaires de cette publication est disponible gratuitement aux endroits suivants :

Service de renseignements  
Ministère des Affaires étrangères et du Commerce  
international  
125, promenade Sussex  
Ottawa (Ontario) K1A 0G2

Téléphone : 1 800 267-8376 (sans frais partout au Canada)  
(613) 944-4000  
Télécopieur : (613) 996-9709  
Courriel : [enqserv@dfait-maeci.gc.ca](mailto:enqserv@dfait-maeci.gc.ca)

Ressources naturelles Canada  
Direction de la planification stratégique et de  
la coordination  
580, rue Booth, 20<sup>e</sup> étage  
Ottawa (Ontario) K1A 0E4

Téléphone : (613) 947-4290  
Télécopieur : (613) 996-0478  
Courriel : [devdurable@rncan.gc.ca](mailto:devdurable@rncan.gc.ca)

Également accessible sur Internet sur le site Web de Ressources naturelles Canada (<http://www.nrcan.gc.ca>).

Des exemplaires de la présente ont été mis à la disposition des bibliothèques universitaires, collégiales et publiques par l'entremise du Programme des services de dépôt.

Photos de la page couverture : photothèque de Ressources naturelles Canada.

©Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, 2001  
N° de cat. E2-136/16-2001  
ISBN 0-662-65527-3



Imprimé sur du papier recyclé.

# Table des matières

---

AVANT-PROPOS .....	v
INTRODUCTION .....	1
L'ENGAGEMENT DU CANADA À L'ÉGARD DU DÉVELOPPEMENT DURABLE .....	1
BESOIN D'INFORMATION .....	2
COLLIGER L'INFORMATION .....	3
Harmonisation nationale .....	3
Intégration géographique .....	4
Intégration du savoir traditionnel .....	5
CRÉER DES SYSTÈMES ET DES OUTILS D'INFORMATION .....	6
Système canadien d'information sur l'environnement .....	6
Ensembles de données de base .....	7
Indicateurs permettant de suivre le développement durable .....	8
Réseaux d'information et partenariats .....	9
AMÉLIORER L'ACCÈS À L'INFORMATION ET SON UTILISATION PAR LE PUBLIC .....	13
Accès du public .....	13
Sensibilisation du public .....	15
Action communautaire .....	16
Participation du public au processus décisionnel .....	16
RECONNAÎTRE LES FAIBLESSES DE L'INFRASTRUCTURE ET DE L'INFORMATION .....	18
ENCOURAGER LES NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION .....	19
Technologies spatiales et de télédétection .....	19
Connectivité à haute vitesse et systèmes d'information en réseau .....	20
ÉTABLIR DES PARTENARIATS AFIN DE FINANCER ET PARTAGER L'INFORMATION POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE .....	21
Partenariats nationaux .....	21
Réseaux mondiaux d'information .....	22
Partenariats avec les pays en voie de développement .....	23
VERS L'AVENIR .....	25
LECTURES RECOMMANDÉES .....	26
SITES WEB .....	28



# Avant-propos

---

À l'occasion de sa neuvième session, au printemps 2001, la Commission du développement durable (CDD) des Nations Unies fera le point sur les progrès accomplis par les pays membres dans le dossier des systèmes de transport durable et du développement durable de l'énergie présenté aux chapitres 7 et 9 d'Action 21 et dans la section sur l'énergie, le transport et l'atmosphère du Programme relatif à la poursuite de la mise en oeuvre d'Action 21. En outre, le programme de travail de la CDD-9 aborde, à des fins d'examen et d'action, les thèmes intersectoriels clés suivants : l'information pour la prise de décisions et la participation, l'atmosphère et la coopération internationale pour un environnement favorable. En guise de contribution au dialogue qui se tiendra durant la CDD-9, le Canada a élaboré une série de trois monographies dans lesquelles il relate ses expériences et expose ses défis dans les domaines de l'énergie, du transport et de l'information pour la prise de décisions.

L'énergie est essentielle à la plupart des activités sociales et économiques. Le Canada est riche en énergie grâce à ses importantes ressources en pétrole, en gaz naturel, en charbon et en uranium, ainsi qu'à ses sources d'énergie renouvelable telles que l'hydroélectricité, l'énergie éolienne, l'énergie solaire et l'énergie marémotrice. Comme l'énergie continuera d'alimenter les activités économiques et le développement social au Canada et dans d'autres pays, sa production et sa consommation constitueront des défis environnementaux. La première monographie de la série produite pour la CDD-9, *L'énergie et le développement durable : une optique canadienne*, examine la question de l'énergie et du développement durable, tant du point de vue national qu'international. Elle décrit les efforts déployés par le Canada pour améliorer l'efficacité de la production et de la consommation énergétiques et pour élaborer et promouvoir des combustibles et procédés de remplacement non nuisibles à l'environnement. Elle témoigne de l'engagement du Canada à collaborer avec les autres membres de la communauté internationale en vue de promouvoir les options énergétiques qui favoriseront le développement durable dans le monde entier.

Le Canada doit pouvoir compter sur un système de transport sûr, sécuritaire et respectueux de l'environnement, puisqu'il est un pays vaste, moderne et tributaire du commerce, où le climat est redoutable et le terrain accidenté. La deuxième monographie de la série CDD-9, *Le transport durable : le contexte canadien*, traite de l'état du transport au Canada et souligne les activités canadiennes qui nous permettent de progresser vers l'établissement d'un système de transport plus durable.

L'accès à des données pertinentes et fiables — des données sociales, économiques et environnementales — est essentiel à une prise de décisions efficace dans le domaine du développement durable. La troisième monographie de la série CDD-9, *L'information pour la prise de décisions en matière de développement durable*, présente les efforts déployés au Canada sur de nombreux plans en vue d'améliorer la qualité des renseignements dont les citoyens, les entreprises et les gouvernements ont besoin, ainsi que l'accès à ces renseignements, pour prendre de meilleures décisions et des mesures à l'appui du développement durable. En réalisant des activités qui vont de la sensibilisation des collectivités au niveau local à l'analyse poussée visant l'élaboration de politiques de haut niveau, le Canada réussit à combler les lacunes en matière de données et à accroître la disponibilité de l'information.

En 2002, la CDD entreprendra un examen des progrès réalisés depuis 10 ans par les pays membres dans la mise en oeuvre d'Action 21. La collection Monographies sur le développement durable au Canada décrit la contribution du Canada aux efforts déployés dans le monde à l'égard du développement durable et constitue un point de référence pour évaluer les futures conditions et activités. Pour le Canada, la meilleure façon de représenter le développement durable est de le comparer à un voyage et non à une destination. Les monographies présentées ci-dessus, ainsi que les autres déjà parues dans la collection, constituent des étapes de ce voyage.



# L'INFORMATION POUR LA PRISE DE DÉCISIONS EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

---

## INTRODUCTION

La réalisation du développement durable est la responsabilité de chacun. Dans une société durable reposant sur un bon processus décisionnel, chacun utilise et partage l'information. À la source, les personnes, les entreprises et les collectivités ont besoin d'une information fiable qui les aidera à prendre des décisions qui saisissent mieux les facteurs sociaux, économiques et environnementaux. Les gouvernements ont besoin de l'information pour formuler une politique et une pratique concernant le développement durable et pour satisfaire les demandes des nombreux utilisateurs de l'information qu'ils servent, des citoyens et des organisations de taille modeste aux organismes multinationaux de réglementation et du commerce. Les organismes internationaux ont besoin de l'information pour mesurer les progrès mondiaux concernant la bonne intendance de l'environnement, les justes pratiques commerciales et les niveaux de vie acceptables pour tous.

Le Canada accorde un intérêt vital à la production et à la diffusion d'une information qui favorise le développement durable à tous les niveaux — dans nos foyers et dans les entreprises, dans nos activités gouvernementales, et par le biais de nos relations internationales. La présente monographie donne un aperçu des efforts produits par le Canada pour atteindre les deux principaux objectifs en matière d'information déterminés dans le chapitre 40 d'Action 21 — combler les lacunes de données et accroître la disponibilité de l'information pour la prise de décisions dans le domaine du développement durable. Le document commence par une description de l'engagement du Canada à l'égard du développement durable et du type d'information dont nous avons besoin dans le cadre de notre travail visant le développement durable. Il se poursuit par un état des progrès nationaux du Canada dans les domaines consistant à colliger l'information, à créer des systèmes et des outils d'information, à améliorer l'accès à l'information et son utilisation par le public, à reconnaître les faiblesses dans l'infrastructure et dans l'information, à encourager les nouvelles technologies et à établir des partenariats afin de financer et partager l'information applicable au développement durable au Canada et à l'étranger.

## L'ENGAGEMENT DU CANADA À L'ÉGARD DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les gouvernements — par leurs politiques, leurs lois et leurs règlements, de même que par leurs impôts, leurs subventions et leurs dépenses —

établissent le contexte dans lequel les Canadiens prennent leurs décisions. En élaborant des programmes sociaux, économiques et environnementaux convergents, les gouvernements peuvent clairement indiquer aux personnes, aux entreprises et aux groupes intéressés l'importance d'un processus décisionnel amélioré concernant le développement durable. Les gouvernements sont également en position unique pour collecter, interpréter et distribuer l'information pour la prise de décisions et pour montrer la voie, par exemple en améliorant leur propre rendement environnemental.

Le gouvernement du Canada adopte une approche intégrée de la planification et de la prise de décisions concernant le développement durable, y compris la comptabilisation du coût complet, l'évaluation environnementale et la gestion de l'écosystème. Il fonde ses décisions sur les meilleures sciences et les meilleures analyses disponibles en cherchant à intégrer les visions et les espoirs des Canadiens et en travaillant en partenariat avec les personnes, les groupes et les autres gouvernements. Il applique diverses mesures stratégiques, y compris les approches volontaires, les outils d'information et de sensibilisation et les instruments économiques, afin d'atteindre ses objectifs de développement durable.

Pour la première fois en 1997, les ministères fédéraux étaient tenus de déposer au Parlement une stratégie de développement durable de trois ans qui établit les objectifs ministériels et un plan d'action pour l'intégration du développement durable dans les politiques, les programmes et les activités. Ces stratégies sont essentielles pour faire progresser le programme de développement durable du Canada et pour mesurer les progrès par rapport à ce programme. Les stratégies doivent être complètes, axées sur les résultats et élaborées en consultation avec la clientèle et avec d'autres parties intéressées. Les ministères ont maintenant évalué leurs progrès par rapport à leurs objectifs de rendement et ils préparent actuellement leur deuxième stratégie.

Deux autres importantes initiatives stratégiques fédérales contribuent au développement durable. Le Programme national de recherche stratégique sur le développement durable vise les secteurs gouvernementaux et universitaires, et son but est d'établir le fondement de la connaissance, d'améliorer la capacité de recherche stratégique et de créer un réseau d'experts du développement durable. L'Évaluation environnementale stratégique est un outil d'évaluation stratégique qui oblige les ministères fédéraux à envisager les répercussions environnementales de toutes les propositions de politiques, de plans et de programmes.

## BESOIN D'INFORMATION

Quelle forme d'information est nécessaire pour appuyer nos décisions en matière de développement durable? Les décisionnaires de tous les niveaux ont besoin de l'information sur le rendement actuel de tout système donné — pourquoi se comporte-t-il de telle façon, quel niveau de rendement est

### **Premier plan national d'activités du Canada sur le changement climatique**

*Une bonne illustration de l'engagement du Canada envers le développement durable est le Premier plan national d'activités sur le changement climatique annoncé récemment. Les mesures décrites dans le plan pour réduire les émissions de gaz à effet de serre établissent les bases d'une action dans tous les secteurs de l'économie canadienne, incitent l'industrie et les consommateurs à agir et jettent les bases d'un changement comportemental, technologique et économique à long terme. Une fois sa mise en oeuvre achevée, ce plan aura permis au Canada d'atteindre environ le tiers de l'objectif qu'il s'est fixé dans le Protocole de Kyoto et de devenir un chef de file dans le domaine du développement durable, notamment dans la production et la consommation de l'énergie sous toutes ses formes.*

satisfaisant et les mesures de rendement actuelles répondent-elles à cette norme? Ils ont besoin de l'information sur les nouvelles tendances et sources de tension et sur la façon dont le système se comportera vraisemblablement à l'avenir face aux stratégies changeantes et aux autres forces de poussée. Ils ont besoin d'une rétroaction sur les ajustements à apporter pour accélérer ou ralentir les effets des interventions. Ils ont également besoin de l'information sur les étapes franchies ou sur les échecs qui ont entravé la progression. Le fait de fournir aux décisionnaires l'information dont ils ont besoin les aide à prendre de meilleures décisions sur la pertinence et sur la façon de changer le système.

## COLLIGER L'INFORMATION

Étant donné que le développement durable touche tous les secteurs de la société, l'information nécessaire pour le processus décisionnel est vaste et variée. Des compétences d'expert spécialisées sont nécessaires pour intégrer une base de données appropriées (données, information et savoir) provenant de divers domaines sociaux, économiques et environnementaux et de diverses régions afin de régler une question de développement durable. Une étude et une analyse scientifiques dans les domaines de l'économie et des sciences naturelles et sociales fournissent les données de base nécessaires pour comprendre la situation et le rendement d'un système. Cette information peut être collectée de nombreuses manières. Par exemple, les données environnementales peuvent découler de mesures scientifiques dans le domaine, de nouvelles technologies comme la télédétection aérienne et la télédétection par satellite, ou du savoir traditionnel des Autochtones.

Les données scientifiques peuvent alors être intégrées dans des outils, comme les indicateurs, les modèles de prévision et les systèmes intelligents, qui sont utiles pour suivre les progrès d'un système subissant diverses pressions et pour prévoir le rendement futur. On a donc besoin de personnes bien informées pour interpréter la base de données d'une manière qui représente le mieux la question et qui la place dans le contexte approprié de développement durable. Cette interprétation doit être facilement communiquée aux décisionnaires, au public et aux parties intéressées pour les informer des décisions qui établissent la stratégie et qui génèrent des mesures à tous les niveaux.

### Harmonisation nationale

Au Canada, le développement durable relève du secteur de compétence de tous les ordres de gouvernement. Des mécanismes sont nécessaires pour garantir que les travaux en matière de développement durable à tous les ordres de gouvernement s'appuient mutuellement et tendent vers des objectifs communs. Un de ces mécanismes est le Conseil canadien des ministres de l'environnement (CCME), qui réunit les ministres de

### Nouvelles normes pour les particules et l'ozone troposphérique

*L'Entente auxiliaire pancanadienne sur l'établissement de standards environnementaux dans le cadre de l'Accord pancanadien sur l'harmonisation environnementale expose les principes sur lesquels s'appuient les gouvernements pour convenir conjointement des priorités, pour établir les normes et pour dresser les plans de travail complémentaires afin d'appliquer ces normes, et ce d'après les responsabilités et la législation uniques de chaque gouvernement. En juin 2000, le gouvernement du Canada, les provinces et les territoires ont adopté de nouvelles normes pancanadiennes pour les particules et l'ozone troposphérique qui établissent les objectifs de concentration dans l'air ambiant de l'ozone troposphérique et des fines particules pour 2010. En plus des mesures pour les véhicules, les carburants et les produits contenant des solvants, Environnement Canada travaille avec les provinces et les territoires pour élaborer des stratégies complètes de réduction des émissions pour un certain nombre de secteurs industriels importants au Canada.*

l'environnement des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux afin de discuter et d'agir conjointement en ce qui concerne les questions environnementales d'intérêt national et international. Les Recommandations canadiennes pour la qualité de l'environnement récemment publiées, qui fournissent une base scientifique nationale cohérente pour protéger et maintenir les principaux usages bénéfiques des terres et des eaux, sont un exemple d'action coordonnée du CCME en vue de traiter des enjeux environnementaux de l'ensemble du Canada. En 1998, le CCME a adopté une nouvelle approche de la gestion environnementale au Canada alors que toutes les compétences, sauf le Québec, ont signé l'Accord pancanadien sur l'harmonisation environnementale en vertu duquel de nombreuses sous-ententes ont été conclues sur un vaste éventail d'importantes questions de gestion environnementale. Les récents travaux dans le cadre de l'Accord ont produit de nouvelles normes pancanadiennes sur les particules et sur l'ozone troposphérique et une entente de principe sur les normes traitant des contaminants atmosphériques toxiques prioritaires dans l'environnement canadien, y compris le mercure, le benzène, les dioxines, les furans et les hydrocarbures pétroliers.

## Intégration géographique

Comme l'interaction entre les humains et l'environnement présente des caractéristiques de variabilité dans l'espace et dans le temps, il est possible d'étudier les nombreuses questions de développement durable dans un contexte géographique. L'intégration des données spatiales et temporelles contribue à la compréhension du caractère géographique de ces questions. Les progrès technologiques en matière de localisation par satellite et de systèmes d'information améliorent les moyens dont nous disposons pour recueillir, intégrer, analyser et partager les données. De concert avec ces technologies, de nouvelles formes de communication, y compris la connectivité à haute vitesse, ouvrent la voie à l'intégration et à l'accès en temps réel à la connaissance spatiale.

De plus, l'élaboration de normes de données, de politiques visant l'échange et la cohérence des données ainsi que d'ensembles de données-cadre comme le Cadre écologique national pour le Canada témoignent des progrès qui sont réalisés pour faciliter l'intégration des données.

Le Réseau canadien d'observation de la Terre (CEONet) et L'Atlas national du Canada sont des initiatives canadiennes qui facilitent l'accès à de l'information géographique à l'échelle nationale sous forme de cartes numériques et conventionnelles qui reflètent le tissu social, économique, environnemental et culturel du Canada. L'Infrastructure canadienne de données géospatiales, qui comprend les outils et un ensemble national de normes et de politiques en vue d'une cohérence et d'une haute précision à l'échelle du pays et du continent, évolue pour répondre aux demandes et aux possibilités concernant l'information géospatiale.

## Cadre écologique national du Canada

*Le cadre écologique national du Canada divise le Canada en plusieurs niveaux de détail. De la plus grande à la plus petite, la classification hiérarchique se compose d'écozones, d'écoprovinces, d'écorégions et d'écodistricts, qui sont basés sur le climat, la végétation, la forme de relief, les sols, la faune et les facteurs d'utilisation du sol. Quinze écozones ont d'abord été définies sur une base sous-continentale pour satisfaire aux exigences du premier rapport sur l'état de l'environnement au Canada en 1986. Les limites des écozones, écorégions et écodistricts ont été peaufinées en 1995 par une équipe de spécialistes des ressources foncières d'organismes gouvernementaux de tout le Canada et elles ont été par la suite utilisées dans le rapport de 1996 sur l'état de l'environnement au Canada.*

## GéoConnexions

*GéoConnexions est l'initiative du gouvernement du Canada pour développer une infrastructure canadienne d'information géospatiale, mise au point en collaboration et accessible sur Internet. Un des principaux éléments de l'initiative consiste à établir un cadre de données de base qui peut s'intégrer uniformément au processus décisionnel dans des domaines aussi divers que la gestion des ressources, la navigation maritime et la cartographie marine, la circulation et le transport, la planification et les opérations commerciales, la santé publique, la sécurité publique et la gestion des désastres, l'intervention en cas d'urgence, la cartographie des biens immobiliers et l'évaluation environnementale. Un objectif clé est de faire concorder l'information aux normes internationales.*

## Intégration du savoir traditionnel

Diverses perspectives mondiales appuient l'adaptabilité et la tolérance humaines. Le gouvernement du Canada reconnaît et valorise le savoir que les collectivités autochtones ont acquis au fil du temps et il cherche de nouveaux moyens d'appliquer ce savoir aux problèmes de développement durable. Le savoir écologique traditionnel peut fournir des données détaillées et à long terme sur les ressources fauniques et sur les processus écologiques liés aux terres et aux eaux. Ce savoir est de plus en plus jumelé à la science moderne comme complément réciproque. Citons en exemple l'Étude des connaissances des Inuits sur les baleines boréales dans le dernier territoire nordique du Canada, le Nunavut.

### Étude des connaissances des Inuits sur les baleines boréales

Conformément aux dispositions de l'Accord sur les revendications territoriales du Nunavut, le Conseil de gestion des ressources fauniques du Nunavut a exécuté un projet de 1995 à 1999 afin de documenter le savoir des Inuits sur les baleines boréales dans la région du Nunavut. Grâce à une série complète d'entrevues et d'ateliers avec les aînés et les chasseurs inuits, on a pu réunir l'information sur l'histoire de la chasse à la baleine dans la région, sur la distribution saisonnière, les tendances en matière d'abondance, l'écologie et le comportement des baleines boréales ainsi que sur l'importance culturelle et traditionnelle de ces baleines pour les Inuits.

Étant donné que la baleine boréale a été aussi importante pour la culture et pour la survie des Inuits jusqu'à ces dernières années, la plupart des Inuits aimeraient voir la reprise de la chasse à la baleine boréale. Ils estiment qu'une chasse renouvelée revitaliserait la culture inuite, restaurant l'ancien savoir et les anciennes traditions, et deviendrait un important élément d'une stratégie fructueuse de conservation de la baleine boréale au Nunavut. Cette étude a conclu qu'une chasse limitée et permanente de la baleine boréale est faisable en appliquant un système de gestion régional.



Photo : Johnny Nowdlak.



Fort de ces mêmes principes, l'Agence canadienne de développement international a travaillé avec l'Organisation internationale du Travail, avec la Banque mondiale et avec KIVU Nature Inc. pour élaborer un ensemble de lignes directrices sur l'utilisation du savoir traditionnel dans la planification du développement. Ces lignes directrices approfondissent l'information sur laquelle les décisions sont basées, encouragent la coopération et la compréhension mutuelle entre toutes les personnes qui participent à ces décisions et qui sont concernées par celles-ci et respectent les droits traditionnels des Autochtones.

Les autres initiatives au Canada qui mettent en valeur le savoir traditionnel comprennent :

- l'Université de l'Arctique;
- l'Institut de la santé autochtone, qui se concentre sur l'information et la recherche sur la santé, sur la santé et la guérison traditionnelles, sur les politiques de santé, sur la création de capacités et sur l'éducation du public;
- le Projet communautaire des travailleurs des pêches, parrainé par Pêches et Océans Canada, dans lequel les organismes autochtones appliquent une gestion coopérative des pêches au niveau de la collectivité;
- le Projet de contrôle des animaux à fourrure des Premières nations dans le cadre du Partenariat rural canadien, qui emploie les jeunes et les trappeurs locaux des Premières nations pour recueillir les données permettant de surveiller la densité de population de mammifères à fourrure faisant partie du Parc national et réserve de parc national Kluane.

## Université de l'Arctique

*En octobre 1998, les ministres du Conseil de l'Arctique ont annoncé l'établissement de l'Université de l'Arctique. Un partenariat d'établissements universitaires, d'organisations autochtones, des États arctiques et d'autres intéressés, l'Université vise à répondre aux besoins des gens du Nord devant les défis de l'influence mondiale croissante. Lorsqu'elle sera opérationnelle, elle servira la communauté nordique en aidant à protéger les écosystèmes fragiles, en préservant les cultures et les langues traditionnelles, en établissant une base durable pour les sociétés nordiques, en élaborant de nouveaux cadres politiques, en comprenant mieux les relations Nord-Sud et en rehaussant la voix nordique quant aux questions mondiales.*

## CRÉER DES SYSTÈMES ET DES OUTILS D'INFORMATION

### Système canadien d'information sur l'environnement

Dans le cadre de son engagement à améliorer le processus de responsabilisation et de prises de décisions environnementales, le gouvernement du Canada a établi un groupe de travail national chargé d'un système canadien d'information sur l'environnement. Le rapport du groupe de travail, prévu en octobre 2001, apportera une vision et un concept de système national intégré d'information environnementale, qui sera lié aux systèmes existants et prévus d'information concernant l'économie, la santé et le secteur social. Le système touchera la collecte, la gestion, l'évaluation et la communication de l'information

environnementale qui répondra aux besoins d'un vaste éventail d'utilisateurs, y compris les citoyens, les décisionnaires et les gestionnaires de ressources.

## Ensembles de données de base

Les ensembles de données de base constituent le fondement sur lequel l'information sur le développement durable repose. La constitution de ces ensembles de données prend plusieurs années et ils doivent évoluer pour répondre aux demandes changeantes d'information. Voici des exemples de bases de données nationales qui sont mises en place au Canada.

### Ressources en terres et en sols

La Base nationale de données sur les sols, tenue par le Système d'information sur le sol du Canada d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, représente les archives nationales de l'information sur le sol, l'aménagement du sol et le climat collectée par les groupes de travail sur le terrain fédéraux et provinciaux ou créée dans le cadre de projets d'analyse des données sur le sol. La base de données comprend les relevés des systèmes mondiaux de localisation à diverses échelles et les caractéristiques de chaque série de sols nommée.

### Topographie

La Base nationale de données topographiques est une base de données numériques créée par Géomatique Canada de Ressources naturelles Canada. Elle s'étend à toute la masse continentale canadienne et contient les caractéristiques que l'on trouve normalement sur les cartes topographiques aux échelles de 1/50 000 et de 1/250 000 : l'hydrographie, l'hypsographie (contours), la végétation, le réseau routier, le réseau ferroviaire, le réseau d'alimentation électrique, les zones désignées, les formes de relief, les terres humides et les caractéristiques imputables à l'activité humaine.

### Énergie

La Base de données nationale sur la consommation d'énergie appuie l'établissement de données sur l'utilisation finale de l'énergie dans tous les secteurs de l'économie en examinant les données existantes et en évaluant les besoins d'information, en étendant les enquêtes existantes ou en créant de nouvelles pour répondre à ces besoins de données et en établissant les données sur l'utilisation finale de l'énergie et des centres d'analyse dans des universités sélectionnées au Canada.

Le Guide statistique sur l'énergie, publié conjointement par Ressources naturelles Canada et par Statistique Canada en versions papier et électronique, offre des données mensuelles à jour sur l'énergie ainsi que les données annuelles couvrant les 12 dernières années. Il est un compendium d'indicateurs généraux touchant l'énergie; de données sur les réserves de ressources énergétiques; des données mensuelles et annuelles sur l'offre et

la demande en matière d'énergie primaire; du commerce de l'énergie, des soldes de l'offre et de la demande pour les ressources énergétiques individuelles; enfin, des données sur l'établissement des prix et les dépenses en capital.

## Indicateurs permettant de suivre le développement durable

Les indicateurs du développement durable sont des outils d'intégration utiles qui mesurent nos progrès en matière de développement durable et qui indiquent si nous allons dans la bonne direction. Ils établissent un lien entre les données détaillées tirées des ensembles de données de base et l'information interprétée. Trois indicateurs éclairent les aspects économique, social et environnemental de la durabilité d'un système :

- les forces de poussée (p. ex., pressions découlant des activités humaines ainsi que des processus et comportements humains) que la société exerce sur le système sur les plans environnemental, économique et social;
- la situation résultante des systèmes environnementaux, économiques et sociaux;
- la réponse humaine à cette situation sous forme de politiques gouvernementales, d'activités commerciales et d'actions des citoyens.

La Commission du développement durable des Nations Unies a approuvé un programme de travail sur les indicateurs de développement durable lors de sa troisième session en 1995. Dans le cadre de ce programme, le Canada a fourni des conseils éclairés sur l'identification des indicateurs, l'évaluation des fiches méthodologiques de chacun de ces indicateurs et la phase de création de capacités. Des pays de toutes les parties du monde ont mis à l'essai les indicateurs pendant trois ans, et le Canada participe maintenant à un petit groupe d'experts chargés de préparer une proposition finale de cadre, de thèmes et d'ensemble de base d'indicateurs de développement durable. Le soutien du Canada aux indicateurs de développement durable international comprend aussi le travail sur les indicateurs environnementaux et agroenvironnementaux et ceux de développement durable de l'Organisation de coopération et de développement économiques et sur les critères et indicateurs de la gestion durable des forêts du Processus de Montréal. On a également discuté des indicateurs de développement durable lors d'une session spéciale de la Réunion du groupe d'experts sur l'information pour la prise de décisions et la participation qui a eu lieu, en septembre 2000, sous le parrainage du Canada, du Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies et du Programme des Nations Unies pour l'environnement.

### Indicateurs agroenvironnementaux du Canada

*Les indicateurs agroenvironnementaux sont des mesures des principales conditions environnementales, des risques et des changements causés par l'agriculture ainsi que des pratiques de gestion appliquées par les producteurs. Avec la collaboration de fermiers chefs de file, du milieu universitaire et de scientifiques gouvernementaux, 14 indicateurs ont été établis de différentes façons à l'aide des données du recensement de l'agriculture, de sondages, d'ensembles de données provinciales, des pédopaysages du Canada et d'ensembles de données établies sur mesure. Les résultats de l'étude sur les indicateurs indiquent que les fermiers canadiens ont fait des efforts importants pour conserver la santé des sols agricoles. Les progrès sont moins évidents en ce qui concerne les impacts hors des fermes.*



Sur le plan national, le Canada dispose de plusieurs initiatives concernant les indicateurs afin de suivre les différents aspects du développement durable. Voici trois exemples :

- La Série nationale d'indicateurs environnementaux rend compte des indicateurs d'enjeux environnementaux d'importance nationale dans les domaines des milieux écologiques vitaux, de la santé humaine et du bien-être, de la durabilité des ressources naturelles et des déterminants puissants.
- Les indicateurs agroenvironnementaux nationaux touchent les questions de gestion agricole environnementale, de qualité du sol, de qualité de l'eau, d'émissions de gaz à effet de serre, de biodiversité des agroécosystèmes et d'intensité de production.
- Le Conseil canadien des ministres des forêts a récemment publié *Critères et indicateurs de la gestion durable des forêts au Canada : Situation nationale en 2000*, qui rend compte des indicateurs dans les domaines de la conservation de la diversité biologique, de la condition et de la productivité des écosystèmes, de la conservation des ressources en terres et en sols, des cycles écologiques planétaires, des avantages multiples des forêts pour la société et de la responsabilité de la société.

Reconnaissant l'importance d'intégrer l'information économique et environnementale, Statistique Canada publie un ensemble de comptes de ressources environnementales et naturelles qui servent à créer une série de 10 indicateurs environnementaux et économiques. Ces comptes et ces indicateurs sont basés sur une approche axée sur les tendances des avoirs en ressources naturelles et en écosystèmes et sur les tendances concernant leur consommation et leur qualité. Le budget fédéral du Canada en 2000 prévoyait un financement de trois ans à la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie afin d'établir les indicateurs de développement durable avec la coopération d'Environnement Canada et de Statistique Canada. Ces indicateurs ont pour but d'intégrer les paramètres environnementaux et sociaux dans la prise de décisions économiques par les gouvernements, par les entreprises et par la société civile et de suivre les progrès vers la durabilité. Le travail de création des indicateurs se basera sur la recherche d'indicateurs de développement durable existants, favorisera d'autres recherches et engagera un vaste éventail d'experts, de parties intéressées et de membres du grand public dans le processus.

## Réseaux d'information et partenariats

Le Gouvernement a également créé divers réseaux, comme le Réseau pour la surveillance de la santé au Canada, qui fournissent aux professionnels un moyen de partager l'information dans leur domaine. Le bon fonctionnement des réseaux n'est pas simplement imputable à un matériel, à des logiciels et à des bases de données convenables.

### Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie

*La Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie (TRNEE) est un organisme consultatif indépendant qui offre aux décideurs, aux leaders d'opinion et au public canadien des conseils et des recommandations pour promouvoir le développement durable. En travaillant avec des intéressés de tout le Canada, la TRNEE détermine les principaux problèmes ayant des conséquences environnementales et économiques, examine ces conséquences et suggère comment équilibrer la prospérité économique et la préservation de l'environnement. Des activités sont organisées en programmes, chacun supervisé par un groupe de travail qui commande des recherches, entreprend des consultations nationales, indique les accords et les désaccords, et recommande comment promouvoir la durabilité. La TRNEE examine ces rapports et ces recommandations avant de les approuver pour diffusion publique.*

Ces réseaux sont repris en sous-œuvre par un ensemble de relations et d'ententes dynamiques entre les utilisateurs qui se consacrent au partage de l'information et à la prestation d'une aide mutuelle. Voici quelques exemples de réseaux d'information et partenariats nationaux contribuant au développement durable.

### **Santé**

Le Réseau canadien de la santé est un service national et bilingue d'information sur la santé basé sur Internet. Le réseau, qui compte plus de 600 organismes sans but lucratif dans tout le Canada et relie plus de 6 000 ressources offertes sur Internet, connecte les Canadiens à une information et à des ressources en matière de santé locales, régionales et nationales de haute qualité. L'information touche actuellement la promotion de la santé et la prévention de la maladie. L'information sur les soins autoadministrés et sur la façon dont le système de santé canadien fonctionne devrait être ajoutée.

Le Réseau pour la surveillance de la santé au Canada est conçu pour établir les relations, les outils et les connexions nécessaires pour que les décisionnaires en matière de santé publique partout au Canada puissent accéder par Internet à l'information dont ils ont besoin pour mieux satisfaire les besoins nationaux, provinciaux-territoriaux et régionaux-locaux en matière de santé publique. Le réseau permet de collecter, d'intégrer et d'analyser les données émanant de diverses sources afin de fournir l'information pour la gestion des risques.

Le projet-pilote de santé rurale permet aux membres de collectivités rurales sélectionnées dans tout le Canada de rechercher ou de télécharger l'information cartographique émanant des ministères fédéraux et des organismes provinciaux et municipaux et de l'utiliser pour gérer les questions de santé et d'environnement dans leurs propres collectivités.

### **Information du Nord**

Le Réseau d'information du Nord (RIN) encourage le partage de l'information sur les territoires du Nord du Canada afin de rendre la prise de décisions plus efficace dans des domaines comme la gestion des ressources et le développement économique. Le RIN appuie diverses initiatives de recherche relatives au Nord, y compris les évaluations de l'incidence des projets, la planification de la gestion de la faune, la planification de l'utilisation du sol, la protection civile et les stratégies de développement durable. Les éléments du site comprennent un répertoire des bases de données à référence géographique, un groupe de discussion, des documents et des liens à ces sites connexes.

### **Prévisions météorologiques**

Le Service météorologique du Canada (SMC) est la source d'information météorologique du Canada, y compris les prévisions et les alertes météorologiques. Le SMC surveille les conditions atmosphériques et les niveaux d'eau et fournit de l'information et exécute des recherches sur

le climat, la science atmosphérique, la qualité de l'air, les glaces et d'autres questions environnementales.

### **Prévention de la pollution**

Le Bureau national de la prévention de la pollution (BNPP) fournit aux Canadiens une information complète et des outils afin qu'ils puissent contribuer au développement durable par la prévention de la pollution. Son Centre canadien d'information sur la prévention de la pollution, basé sur l'Internet, offre un accès facile à un vaste éventail de renseignements qui peuvent être reliés à de l'information provenant de partout dans le monde. Le BNPP appuie et travaille avec le Centre canadien pour la prévention de la pollution, qui est le promoteur canadien du nouveau Réseau mondial d'information pour une production plus propre lancé lors du Sommet international de la prévention de la pollution.

### **Biodiversité**

Le Réseau canadien d'information sur la biodiversité (RCIB) est le nœud national du Canada dans le mécanisme d'information international de la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique. Le RCIB est une fenêtre sur l'information sur la biodiversité au Canada et il contribue également à accroître la sensibilisation aux questions de biodiversité et à faciliter la coopération entre les habitants du Canada.

L'Initiative de l'intendance de la biodiversité dans les industries d'exploitation des ressources est une initiative volontaire qui catalyse les partenariats entre les industries d'exploitation des ressources naturelles, les organismes de conservation, les collectivités autochtones et rurales et les gouvernements afin de protéger la faune et les habitats dans l'ensemble du Canada au moyen de l'échange de l'information sur l'intendance de la biodiversité et de l'établissement de projets de bonne intendance sur le terrain.

### **Eau douce**

Le site Web sur l'eau douce informe les Canadiens sur l'eau douce au Canada en ce qui concerne l'utilisation de l'eau, la valorisation de l'eau, la qualité de l'eau, les politiques et la législation, l'eau souterraine, les questions d'eaux relevant de plus d'une juridiction, l'art et la culture. Chaque sujet propose des liens avec des sites Web relatifs à l'eau au Canada et dans le monde entier.

### **État de l'environnement**

La Base d'informations sur l'état de l'environnement canadien fournit une information environnementale canadienne au moyen de quatre modules : national, régional, cadre écologique et outils. Les éléments de la base d'informations comprennent la Série nationale d'indicateurs environnementaux, les rapports sur l'état de l'environnement (REE) régionaux et propres à une question particulière et les rapports sur l'état de l'environnement du Canada. Le cadre écologique et spatial utilisé pour recueillir l'information à l'échelle infranationale et régionale est également lié à Éco-vignettes, qui décrit les relations écologiques dans diverses unités écologiques marines et terrestres. Le module des outils comprend le

### **Réseau d'information pour une production plus propre**

*Le premier sommet international de la prévention de la pollution a eu lieu à Montréal (Québec) en octobre 2000. Un important résultat du sommet est le Réseau mondial d'information pour une production plus propre basé sur Internet, une nouvelle ressource vitale pour les entreprises et les gouvernements qui sera un lieu de rencontre virtuel pour des centaines de tables rondes sur la prévention de la pollution et de réseaux de durabilité et de production plus propre du monde entier s'intéressant à la promotion de la science de la réduction de la pollution.*

Programme d'indicateurs du développement durable et son logiciel, de même que des liens électroniques continus avec les produits relatifs à l'état de l'environnement sur d'autres sites Web fédéraux, provinciaux-territoriaux et internationaux.

### **Océans**

Dans le cadre du Programme d'action national (PAN) pour la protection du milieu marin contre la pollution due aux activités terrestres, programme récemment annoncé, un site d'information sur Internet sera établi pour mobiliser les Canadiens et les sensibiliser aux projets et événements liés au PAN. Le PAN est un solide instrument national servant à protéger les habitats en zones côtières ou semi-côtières et à prévenir la pollution marine attribuable aux sources terrestres telles que les eaux usées, les métaux lourds, les polluants organiques persistants, les substances radioactives, les huiles et les carbonés, les déchets, les nutriments et les sédiments.

### **Géomatique**

Le Réseau canadien d'observation de la Terre (CEONet) fournit des produits et des services d'information géospatiale et est la principale découverte et l'élément d'accès de l'Infrastructure canadienne de données géospatiales, qui coordonnera les nombreuses bases de données du Canada d'information géographique et les rendra accessibles par une fenêtre courante sur Internet.

### **Géoscience**

Le Réseau canadien de connaissances en sciences de la Terre est actuellement en cours d'élaboration par l'Organisme national géoscientifique du gouvernement du Canada avec ses contreparties provinciales et territoriales. L'accès Internet à fenêtre unique qui en résulte facilitera l'accès national et international aux connaissances géoscientifiques canadiennes, ce qui est vital pour le développement durable de l'industrie minière, et incorporera ces connaissances dans l'Infrastructure canadienne de données géospatiales.

### **Transport**

Les associations industrielles, les organisations non gouvernementales, les universitaires et les gouvernements travaillent ensemble dans plusieurs forums différents afin de traiter de questions environnementales comme le changement climatique. Cet esprit de collaboration se reflète dans les initiatives en matière de transport qui font partie du Plan d'action 2000 de 500 millions de dollars du gouvernement du Canada. Ces initiatives mettront en évidence de nouvelles manières d'aborder la question de la réduction des émissions dans les domaines de l'efficacité des véhicules et du carburant, du transport urbain et du transport des marchandises. Les résultats de ces projets, ainsi que tout matériel didactique correspondant, seront diffusés aux décideurs et aux autres intéressés par le biais de sites Web, de conférences et du renforcement des réseaux existants.

## AMÉLIORER L'ACCÈS À L'INFORMATION ET SON UTILISATION PAR LE PUBLIC

### Accès du public

L'accès fiable à l'information, qui est essentiel pour la prise de décisions basée sur les connaissances, comprend l'accès physique (connexion aux réseaux de communication) et l'accès à l'information même (le contenu et les services communiqués par le réseau). L'accès doit être ouvert et illimité, offert en tout temps et à prix abordable.

Avec sa vaste superficie, sa variété géographique, son climat saisonnier et sa population très étendue et variée sur le plan culturel, le Canada est confronté à de nombreux défis concernant la prestation de bons services de communication et d'information. Le Canada a partiellement relevé ce défi en s'efforçant constamment de brancher autant de foyers et d'entreprises que possibles à l'infrastructure de communication. En 1998, 99 p. 100 des ménages canadiens possèdent des téléphones, 96 p. 100 sont branchés au câble et 74 p. 100 y ont accès. Plus de 45 p. 100 des ménages canadiens ont un ordinateur, 32 p. 100 un modem et 25 p. 100 ont accès à Internet. Trente et un pour cent des petites et moyennes entreprises canadiennes sont branchées à Internet.

Le Programme d'accès communautaire, un élément essentiel de l'initiative Un Canada branché du gouvernement fédéral, a pour but de fournir aux Canadiens un accès public à Internet à prix abordable et les compétences nécessaires pour l'utiliser. En plus de cette initiative, Industrie Canada a récemment annoncé son intention d'offrir des services Internet à large bande et à haute vitesse aux entreprises et aux habitants dans toutes les collectivités canadiennes d'ici 2004. L'accès à la large bande à haute vitesse fournira la base de services améliorés comme l'apprentissage à distance et la télémédecine et améliorera l'accès des petites entreprises aux grands marchés.

En mars 1999, le Canada a réussi à devenir le premier pays du monde à brancher ses écoles et ses bibliothèques publiques à Internet au moyen des programmes RESCOL et RéseauBiblio. Fort de son succès, RESCOL continue de travailler avec les provinces, avec les territoires et avec le secteur privé afin d'étendre la connectivité des écoles aux salles de cours. Le Programme des ordinateurs pour les écoles fournit aux écoles et aux bibliothèques publiques canadiennes du matériel et des logiciels informatiques excédentaires donnés par les gouvernements, par les entreprises et par les personnes pour améliorer l'accès à cette technologie dans un contexte d'apprentissage. À ce jour, le programme a fourni plus de 195 000 ordinateurs et vise à placer 250 000 ordinateurs d'ici mars 2001.

### Langue officielle de choix

*Le Canada reconnaît que l'information doit être accessible à tous dans la langue officielle de leur choix. Bien que l'anglais soit actuellement la langue de choix sur Internet, le gouvernement du Canada veut s'assurer que le contenu est accessible dans les deux langues officielles du Canada, l'anglais et le français. Des programmes comme Francommunautés virtuelles visent à améliorer et à accroître le matériel, les applications et les services en langue française sur Internet.*

### Programmes à la base pour étudiants

*Le Programme Rescol à la source offre des fonds aux écoles pour créer des projets interactifs novateurs basés sur Internet. Dans le cadre du projet Schools Demining Schools parrainé par les Nations Unies, l'école Sainte-Élizabeth d'Ottawa (Ontario) a développé le projet Students Against Landmines. Gagnant du premier prix à la International Schools CyberFair de 1999, ce programme illustre les activités entreprises par des étudiants du monde entier et rappelle aux gens que les enfants peuvent faire une différence. Lancé en 1998 par le ministre canadien de l'Industrie et le PDG de Microsoft Bill Gates, le Programme Rescol à la source prévoit créer 20 000 projets scolaires en 2001.*

### Programme d'accès communautaire

Le Programme d'accès communautaire (PAC) aide les Canadiens, où qu'ils vivent, à profiter des nouvelles possibilités offertes par la nouvelle économie mondiale basée sur la connaissance. En combinant les efforts des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux, des groupes communautaires, des organismes sociaux, des bibliothèques, des écoles, des groupes de bénévoles et du milieu des affaires, le PAC branche les personnes à Internet et les aide à acquérir des compétences en technologie de l'information, à échanger des idées avec d'autres, à chercher l'information, à afficher les événements communautaires et à se brancher aux programmes et aux services du gouvernement. Dans le cadre du PAC, les lieux publics comme les écoles et les bibliothèques servent de rampe d'accès à l'autoroute de l'information et fournissent un soutien et une formation informatiques.

L'accès universel est un élément essentiel du programme. Tous les membres de la collectivité branchée, y compris les malvoyants et les malentendants, les personnes aux prises avec des difficultés physiques, les aînés, les familles avec de jeunes enfants, et les personnes utilisant des moyens de déplacement temporaires (p. ex., des béquilles) ou ayant besoin d'aide, devraient avoir accès à ces lieux publics et pouvoir participer à toutes les possibilités et tous les programmes offerts par le programme.

Le PAC, principal élément de l'initiative Un Canada branché du gouvernement du Canada, a été lancé en 1994. Il a pour but d'établir jusqu'à 10 000 sites Internet à accès public à prix abordable dans l'ensemble du Canada d'ici 2001. Plus de 4 000 sites ont déjà été créés dans les collectivités rurales et éloignées, et le programme s'étend actuellement pour inclure 5 000 sites urbains.

Le Canada travaille également avec l'industrie à créer des outils qui aideront l'industrie à devenir plus durable. La Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie participe avec un vaste éventail d'entreprises à l'essai de matériel et d'indicateurs d'éco-efficacité énergétique. Strategis, le site d'information commerciale d'Industrie Canada, lie de nombreux programmes qui encouragent le développement durable dans le commerce et dans l'industrie. Par exemple, le Bureau de la performance environnementale des entreprises canadiennes est un bureau virtuel qui favorise un meilleur rendement environnemental au sein de ces entreprises en fournissant un accès facile et intégré aux fournisseurs de renseignements, de services et de conseils dans les domaines de la gestion des déchets; de la gestion des urgences, de la santé et de la sécurité; du changement climatique; enfin, de la conservation des ressources et de la prévention de la pollution. Il fournit également l'information propre à l'industrie. Plusieurs outils multimédia interactifs, comme les Solutions environnementales canadiennes (qui incluent les solutions en matière de biotechnologie et de changement climatique), connectent les entreprises aux fournisseurs de services environnementaux.

### Solutions environnementales canadiennes

*Les Solutions environnementales canadiennes sont un outil d'information multimédia portatif conçu pour offrir une réponse instantanée à des situations ou des problèmes environnementaux spécifiques se produisant dans tous les secteurs de l'économie dans les marchés nationaux et internationaux. Grâce à l'utilisation de médias très accessibles comme le CD-ROM ou l'Internet, il offre un ensemble de problèmes rencontrés dans l'environnement partout dans le monde ainsi que les produits, technologies et services que les entreprises canadiennes peuvent offrir pour les résoudre.*



Les sites Web du gouvernement offrent une possibilité unique de rendre accessible aux Canadiens l'information sur le développement durable et sur les services gouvernementaux. Gouvernement en direct est l'initiative du gouvernement du Canada pour fournir les programmes, les services et l'information sur Internet et un élément clé dans son plan visant à améliorer les services aux Canadiens. Ce projet pluriannuel permettra aux citoyens de recevoir l'information, les programmes et les services et d'interagir et de traiter avec le gouvernement, le tout électroniquement. Gouvernement en direct complète d'autres moyens de prestation de services aux Canadiens — en personne, par courrier et par téléphone.

Bien qu'Internet devienne rapidement un moyen de premier plan pour les Canadiens d'accéder à l'information, le gouvernement du Canada emploie divers moyens de transmettre l'information. Au cours des quelque 15 dernières années, de nombreux rapports gouvernementaux sur la durabilité ont été conçus et mis à la disposition des décisionnaires et du public canadien intéressé. Ces rapports rendent l'information environnementale plus accessible en l'intégrant, en la présentant dans un style convivial pour les lecteurs et en l'interprétant en fonction des objectifs de durabilité pour le Canada. Par exemple, les rapports des ministères fédéraux et provinciaux-territoriaux sur l'état de l'environnement, de même que *L'état de l'environnement au Canada — 1996* d'Environnement Canada, fournissent une information complète sur l'état et les tendances de l'environnement canadien.

### **La Voie verte**

*La Voie verte, la présence d'Environnement Canada sur Internet, est une ressource d'information vaste et diverse sur le développement durable, le changement climatique, la pureté de l'air, la qualité de l'eau, la météorologie et la nature. À la suite d'un examen stratégique du site, Environnement Canada en renouvelle le contenu, la navigation et l'infrastructure, et mettra davantage l'accent sur la recherche sur la clientèle afin de s'assurer que l'information offerte répond aux besoins de tous les Canadiens.*

## **Sensibilisation du public**

Afin d'informer le public des questions de durabilité et d'offrir des moyens concrets de régler ces questions à la source, le gouvernement du Canada exécute divers programmes d'information du public. Il offre également des outils d'information pour aider à prendre des décisions au foyer et au travail qui appuient le développement durable. Voici trois exemples :

- Le programme Énerguide pour les appareils électroménagers, pour le matériel de chauffage et de refroidissement, pour les maisons et pour les véhicules aide les consommateurs à tenir compte des cotations d'efficacité énergétique lorsqu'ils achètent ces articles.
- Le programme Le bon \$ens au volant encourage les automobilistes à acheter, à conduire et à entretenir leurs véhicules de manières qui réduisent la consommation de carburant, économisent de l'argent et profitent à l'environnement.
- RETScreen est un programme logiciel que les entreprises peuvent utiliser pour évaluer la rentabilité de l'utilisation des technologies d'énergies renouvelables.

## Action communautaire

Le développement durable se produit lorsque les collectivités et les simples citoyens agissent. Le programme Collectivités ingénieuses encourage les collectivités canadiennes à utiliser les technologies de l'information et de la communication de manières nouvelles et innovatrices pour mieux assurer la prestation des soins de santé, l'éducation et des possibilités d'affaires. Dans le cadre du Programme des collectivités durables, les collectivités autochtones, rurales et du Nord reçoivent une aide pour établir leur capacité de planifier et de prendre des décisions. Le programme aide les collectivités à terminer des projets qui répondent à leurs besoins en leur fournissant un meilleur accès aux sources d'information géographique et aux méthodes de traitement de l'information, de meilleurs outils de communication et de consultation et des partenariats plus efficaces avec les gouvernements, avec les autres collectivités et avec le secteur privé.

## Participation du public au processus décisionnel

Les Canadiens veulent de plus en plus participer à la prise de décisions et aux activités économiques relatives à l'utilisation ou au développement durable des ressources en terres et des ressources naturelles. Un important véhicule de cette participation est la consultation publique servant à recueillir l'information et à façonner les politiques et les pratiques gouvernementales, comme l'illustrent les exemples suivants :

- La consultation publique est un élément essentiel des stratégies de développement durable requises de tous les ministères fédéraux.
- Le ministre fédéral des Finances reçoit des conseils sous forme de propositions en vue de la préparation du budget de la part des groupes environnementaux, des entreprises et d'autres parties intéressées sur les diverses façons d'intégrer les paramètres environnementaux dans le processus budgétaire.
- La Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie adopte une approche impartiale et inclusive, avec un débat ouvert et libre, concernant des enjeux relatifs à l'environnement et à l'économie. Elle invite la participation des importantes parties intéressées, assimile la recherche et la consultation pour clarifier le débat et communique ses conclusions et ses recommandations au public.
- La Table ronde de la jeunesse sur l'environnement donne à la jeunesse canadienne de diverses origines, perspectives et valeurs la possibilité de contribuer à l'élaboration des politiques et des programmes d'Environnement Canada.

## Programme de financement communautaire ÉcoAction

*Le Programme de financement communautaire ÉcoAction est un programme d'Environnement Canada qui offre un soutien financier à des groupes communautaires pour des projets ayant des impacts positifs mesurables sur l'environnement. Les groupes et organismes à buts non lucratifs sont admissibles au financement. ÉcoAction encourage les projets qui visent à protéger, restaurer ou améliorer le milieu naturel et à renforcer la capacité des collectivités de soutenir ces activités dans l'avenir. Les projets nécessitent un soutien de contrepartie d'autres parrains en argent ou en nature.*

## Collectivités ingénieuses

*Dans le cadre de son programme Collectivités ingénieuses, le gouvernement du Canada a engagé 60 millions de dollars sur trois ans pour soutenir le développement de 12 projets de démonstration des Collectivités ingénieuses, un dans chaque province, un dans le Nord et un dans la communauté autochtone. Un élément clé du programme est le partage de l'information et de l'expertise par l'entremise du Centre d'échange de ressources des Collectivités ingénieuses, qui intègre les meilleures pratiques, applications et technologies des collectivités ingénieuses. Le Centre établit également un réseau formé de personnes, de gouvernements, d'entreprises, d'universités et de collègues ainsi que de collectivités, et leur permet de partager des expériences et d'établir des alliances.*



Le gouvernement du Canada remanie également les politiques et l'établissement de programmes dans plusieurs domaines afin de créer des partenariats de gestion avec les principales parties intéressées. Un exemple de premier plan de ce changement est la nouvelle Stratégie concernant les océans du Canada de Pêches et Océans Canada, qui demande le partage de l'information entre les gouvernements, les organisations autochtones, les collectivités côtières et d'autres parties et Canadiens intéressés. L'information sur les écosystèmes et les activités océaniques du Canada servira à atteindre les objectifs de la stratégie, c'est-à-dire atteindre les objectifs économiques, environnementaux et sociaux pour le développement durable; gérer la complexité et la diversité croissantes de l'utilisation des océans par une gestion intégrée; et engager les collectivités et les parties intéressées dans la prise de décisions en collaboration qui les touchent.

### **Initiative de gestion intégrée de la partie est de la plate-forme Scotian**

*La plate-forme Scotian est la première zone extracôtière choisie pour appliquer le nouveau concept canadien de gestion des océans en vertu de la Loi sur les océans. La zone possède d'importantes ressources marines vivantes et non vivantes, un haut degré de diversité et de productivité biologique, et de multiples utilisateurs et activités océaniques présentant plusieurs conflits réels et éventuels. La gestion efficace de la plate-forme nécessite d'étudier une gamme de questions, notamment l'utilisation des ressources, le changement écologique, la santé de l'écosystème marin et la concurrence pour l'espace océanique. La première phase du projet a eu pour résultat un aperçu et une vérification de l'utilisation pour établir le travail de base d'un plan de gestion des océans. Des séances d'information seront organisées avec des groupes d'intéressés, qui conduiront à la création d'un forum composé de représentants des gouvernements, de l'industrie, des communautés, des organisations non gouvernementales et des universités. Le forum jouera un rôle consultatif, facilitant une vaste contribution intersectorielle à l'élaboration d'un plan de gestion océanique à long terme pour la partie est de la plate-forme Scotian.*

### **Participation au partage de l'information sur la gestion durable des forêts**

Le Programme de forêts modèles du Canada, exécuté par le Service canadien des forêts de Ressources naturelles Canada, est une initiative d'établissement de partenariats sur le plan local, national et international afin de générer de nouvelles idées et des solutions sur le terrain aux problèmes de gestion durable des forêts. Les forêts modèles réunissent et forment des partenariats entre les personnes et les organismes qui partagent un objectif commun de gestion durable des forêts. Les partenaires comprennent habituellement les entreprises industrielles, les parcs, les propriétaires fonciers, tous les ordres de gouvernement, les Autochtones, les établissements universitaires, les groupes d'environnementalistes, la main-d'œuvre et la jeunesse. Cet échantillonnage de membres aspire à montrer comment les intérêts sociaux, environnementaux, culturels et économiques peuvent être intégrés.

Les forêts modèles fournissent une tribune unique où ces partenaires peuvent mieux comprendre les points de vue divergents, partager leurs connaissances et combiner leur expertise et leurs ressources afin d'élaborer des approches innovatrices propres à la région de la gestion durable des forêts. Les forêts modèles font office de laboratoires géants pratiques dans lesquels ces techniques de pointe sont explorées, élaborées, appliquées et surveillées. Elles comprennent une base de terres à l'échelle pratique dans laquelle les participants ont un intérêt direct et une influence sur les utilisations en forêt, de concert avec les droits des propriétaires fonciers participants et dans laquelle les gestionnaires des terres ne sont pas remplacés.

Cette approche de base produit des solutions qui fonctionnent et qui recueillent l'appui local. Par le biais du Secrétariat du réseau international des forêts modèles, situé au Canada, de nombreux pays ont adopté le concept de forêt modèle en créant un réseau mondial qui continue de croître.

## RECONNAÎTRE LES FAIBLESSES DE L'INFRASTRUCTURE ET DE L'INFORMATION

Les obstacles créés par l'infrastructure empêchent souvent d'utiliser l'information efficacement pour contribuer au développement durable. Le nombre d'outils et d'applications permettant de manipuler les données augmente constamment. Les utilisateurs trouvent souvent difficile de suivre les changements constants des applications logicielles permettant de stocker et de lire les données, et les nouveaux logiciels ne sont pas toujours compatibles avec les anciens. Une importante capacité qui manque souvent est l'interopérabilité des outils obtenus de différentes sources.

Le progrès technologique a entraîné des améliorations des systèmes d'information géographique (SIG). Cependant, en ce qui concerne la télédétection et l'accès à l'information sur Internet, la capacité d'analyser et d'évaluer les données et de colliger l'information dans un cadre intégré complet a pris du retard. Il faut constamment tenir compte des faiblesses dans l'ensemble du processus de collecte de données, de description (métadonnées), de catalogage, d'analyse, d'évaluation et de rapport et recommander les améliorations nécessaires pour éliminer les engorgements dans le système d'information. Les autres besoins techniques comprennent la portabilité, la possibilité de réutilisation, la possibilité d'extension, l'accessibilité rapide, la facilité de stockage et de récupération, la facilité de maintenance, la longévité et la facilité d'organisation et de réorganisation des données et de l'information.

Des limites sont imposées aux données, entre autres pour les raisons suivantes :

- Il existe des lacunes en matière de connaissances et de données dans les systèmes d'information contribuant au développement durable.
- Les systèmes de surveillance environnementale n'ont pas pu répondre aux demandes au cours des 20 dernières années.
- Les modèles mathématiques utilisés pour calculer les indicateurs et prévoir les futurs scénarios peuvent ne pas être validés sur le terrain.

Pour des raisons de confidentialité, certaines données socio-économiques sont supprimées, ce qui réduit le champ pour lequel les calculs peuvent être effectués ou qui crée une vaste généralisation des données.

Il est également urgent de stabiliser les données et l'information selon certaines normes internationales ouvertes, en particulier les données spatiales concernant la géomatique. Par exemple, le Centre canadien de télédétection préside un des groupes les plus stimulants dans le groupe des normes internationales ISO/TC 211, qui est orienté sur l'établissement d'un cadre qui harmonisera les ensembles centraux de données.

### Normes géomatiques de l'ISO

*Le Centre canadien de télédétection (CCT) de Ressources naturelles Canada a initié et dirige l'établissement de normes géomatiques de l'ISO pour l'imagerie et les données rectangulaires telles que les images médicales, hydrographiques et de télédétection. Vingt-six pays participent à cette initiative. Le CCT dirige également le programme national du Canada auquel participe plus de 100 organismes gouvernementaux et non gouvernementaux et qui vise à élaborer et mettre en œuvre les normes de l'ISO pour toute l'information géomatique.*

## ENCOURAGER LES NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

La plupart des observateurs estiment que les technologies de l'information et de la communication sont les principaux agents des changements profonds qui envahissent toute société sur la planète alors que le monde entier entame le nouveau millénaire. En 1997, le Forum économique mondial a classé le Canada premier des pays du G7 en ce qui concerne le potentiel technologique et deuxième en ce qui concerne la technologie de l'information. Depuis, le Canada est resté un chef de file dans l'élaboration de technologies de l'information de la prochaine génération.

### Technologies spatiales et de télédétection

Un des moyens les plus efficaces d'observer la Terre dans son ensemble et de mieux comprendre le changement climatique et d'autres enjeux planétaires vitaux consiste à surveiller l'environnement de la Terre depuis l'espace. Dans ses programmes d'environnement atmosphérique, le Programme spatial canadien étudie les dynamiques de l'atmosphère, la couche d'ozone, les gaz à effet de serre et d'autres phénomènes mondiaux de changement climatique. Les programmes d'environnement de surface du Programme spatial canadien comprennent la mise au point et l'utilisation de technologies aérospatiales pour l'étude de la cryosphère; la surveillance du développement durable des forêts canadiennes; la compréhension de l'interaction entre les écosystèmes terrestres et le changement climatique; les changements cartographiques du littoral et l'étude de l'évolution des zones côtières avec leurs écosystèmes; et enfin la surveillance de l'environnement marin au large des côtes et son interaction avec le climat mondial dans les latitudes septentrionales.

Le Centre canadien de télédétection (CCT) de Ressources naturelles Canada a des projets de recherche en cours visant l'application de technologies de télédétection, y compris le radar, à l'appui du développement durable. Par exemple, le CCT collabore avec d'autres organismes gouvernementaux, avec les industries des ressources et avec des consultants en environnement pour rendre les données et les techniques de télédétection utiles et économiques dans les applications de surveillance environnementale régionales et locales, un domaine nouveau et en croissance intensive dans l'industrie géomatique. Le travail est accompli dans le cadre de l'initiative locale des Applications environnementales, avec des applications spécifiques d'imagerie à haute définition dans les domaines suivants : enquêtes environnementales de base, évaluation de l'incidence des activités humaines et des catastrophes naturelles, atténuation des risques et projection de l'incidence, ainsi que surveillance de l'environnement et détection du changement.

### RADARSAT

*RADARSAT est un programme avancé d'observation de la Terre par satellite mis au point par le Canada pour surveiller le changement environnemental et soutenir la durabilité des ressources. Le lancement de RADARSAT-1 en 1995 a donné au Canada et au monde un accès au premier système de radar par satellite capable de produire à grande échelle et de livrer en temps opportun des données qui répondent aux besoins des programmes commerciaux, gouvernementaux et scientifiques. RADARSAT-1 offre une nouvelle source de données fiables et rentables pour les professionnels de l'environnement et des ressources partout dans le monde. D'une durée planifiée de cinq ans, il est équipé d'un radar à ouverture synthétique qui peut transmettre et recevoir des signaux pour « voir » toute la météorologie en tout temps et obtenir des images de la Terre de grande qualité. Avant être lancé en 2001, RADARSAT-2 misera sur les réussites de RADARSAT-1 et offrira des images de meilleure qualité pour répondre à la demande mondiale croissante d'information sur l'observation de la Terre.*

Autres applications de la télédétection :

- dans les applications agricoles, afin d'évaluer le type et l'état des cultures, d'évaluer le rendement de culture et de définir les caractéristiques du sol et les pratiques de gestion du sol;
- pour contribuer à la cartographie et à la surveillance des ressources en eaux de surface;
- dans les applications forestières relatives à la surveillance du changement climatique afin d'évaluer la productivité primaire nette dans les systèmes forestiers en utilisant des mesures des paramètres de la végétation comme la coloration verte, la durée de la saison de croissance, l'indice foliaire, la fraction de rayonnement photo-synthétiquement actif et le rayonnement photosynthétiquement actif absorbé;
- pour suivre les désastres, comme les inondations, les déversements de pétrole, les incendies de forêt, les ouragans et les éruptions volcaniques;
- pour surveiller les conditions météorologiques, l'état de la mer et l'état des glaces, et comme principal élément des systèmes de prévision météorologique d'Environnement Canada.

Le transfert de la technologie de télédétection aux pays en voie de développement a lieu dans le cadre de programmes comme GlobeSAR-2, qui relie le Canada aux pays de l'Amérique latine. Les buts du programme consistent à créer des capacités de télédétection par radar dans les pays participants, à faire la démonstration des applications de RADARSAT utilisées dans des secteurs prioritaires de la gestion des ressources naturelles, tels qu'ils sont désignés par les pays participants, et à appuyer l'établissement de liens entre les établissements publics et privés canadiens et leurs homologues en Amérique latine.

## Connectivité à haute vitesse et systèmes d'information en réseau

Le Canada travaille à faire progresser les technologies de l'information de différentes manières. Un exemple dominant est la coopération du gouvernement du Canada avec CANARIE Inc. (Réseau canadien pour l'avancement de la recherche, de l'industrie et de l'enseignement). Conformément à son mandat consistant à accélérer l'élaboration et l'utilisation avancées d'Internet par le Canada, CANARIE a récemment lancé CA\*net 3. Cette technologie de transport optique à haute vitesse a la possibilité de contribuer à la prise de décisions de développement durable en appliquant la puissance des grilles et des réseaux de pointe à la gestion de grandes quantités de données. Par exemple, le Centre de recherches forestières du

### Composante forestière de l'observation de la Terre pour le développement durable

*Le Service canadien des forêts de Ressources naturelles Canada collabore avec l'Agence spatiale canadienne pour mettre au point le programme d'observation de la Terre pour le développement durable. Le programme comptera principalement sur Landsat, RADARSAT et les images hyperspectrales pour surveiller la couverture terrestre, la biomasse et les perturbations. Il soutiendra et améliorera l'Inventaire forestier national du Canada en ajoutant une couverture satellitaire transparente aux ensembles de données tirées de la photographie aérienne et de l'exploration terrestre. Il permettra également de développer des systèmes automatisés pour accélérer l'analyse de grandes quantités d'images nécessaires pour couvrir le vaste territoire du Canada.*

Service canadien des forêts utilise le réseau à haute vitesse CANARIE pour acquérir et fournir rapidement de grands ensembles de données, y compris l'imagerie par télédétection et la grille forestière nationale. Cette grille servira à gérer les données des forêts canadiennes et de la télédétection par satellite. Le réseau permettra aux décideurs gouvernementaux, aux simples citoyens et aux groupes d'intérêts spéciaux d'accéder aux données. Les innovations que procure CA\*net 3 devraient contribuer à la mise au point de nouvelles technologies et applications et en fin de compte réduire le coût de l'accès à la capacité d'Internet. CANARIE informe maintenant les pays du monde entier sur la façon dont ils peuvent concevoir et établir des réseaux analogues à CA\*net 3.

En favorisant ces progrès technologiques, le Canada contribue à garantir des régimes fiscaux qui favorisent la recherche et développement en technologie de l'information. Les entreprises de technologie de l'information comme Nortel Networks, JDS Uniphase, Ericsson et Motorola investissent considérablement dans l'entreprise canadienne.

Une autre technologie envisagée et encouragée par le gouvernement du Canada est un logiciel habilitant de développement durable. Ce logiciel peut améliorer l'éco-efficacité d'une entreprise, fournir un cadre de gestion pouvant contribuer à l'opérationnalisation des objectifs de développement durable de l'entreprise. Dans l'évaluation de divers logiciels habilitants, Industrie Canada a conclu que de nombreuses entreprises ignorent les possibilités de leur logiciel d'incitation à l'éco-efficacité. Il faut travailler davantage pour mieux sensibiliser l'industrie à cette fonction habilitante et pour exploiter cette fonction tout en appuyant les programmes et les services visant à améliorer la mise en applications intersectorielle de ces technologies.

### Logiciel pour l'éco-efficacité

*Trihedral Engineering, de Bedford (Nouvelle-Écosse), a produit un logiciel appelé VTS qui peut soutenir les utilisateurs pour les cinq étapes décisionnelles de la gestion de l'éco-efficacité. VTS est un logiciel commercial que les utilisateurs peuvent adapter pour répondre aux besoins de surveillance et de contrôle de leurs projets. Dans le sens des principes d'éco-efficacité de réduction de l'intensité du matériel et de l'intensité énergétique des produits et services, VTS détermine au départ l'utilisation actuelle pour l'étape 1 du processus décisionnel, produit des options possibles pour accroître l'efficacité (étape 2), peut être configuré pour modéliser ou simuler des options d'utilisation réduite (étape 3), applique et surveille les changements pertinents aux procédés de l'installation (étape 4), et revient à l'étape 1. Plus de 4 000 copies de VTS sont utilisées actuellement dans diverses applications critiques pour la mission, du contrôle de la production pétrolière et gazière en mer aux systèmes de télémétrie massive et au contrôle de supervision d'un complexe hydroélectrique de 2+ GW.*

## ÉTABLIR DES PARTENARIATS AFIN DE FINANCER ET PARTAGER L'INFORMATION POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

### Partenariats nationaux

Les investissements du gouvernement du Canada dans les initiatives en matière d'information et la technologie de l'information sont souvent égalés ou dépassés par les investissements privés. Par exemple, en 1998, les contributions de Bell Consortium (qui comprenait Nortel Networks, JDS Uniphase, Newbridge Networks et Cisco Systems Canada) dépassaient les contributions du gouvernement fédéral de 55 millions de dollars dans CA\*net 3 décrit précédemment. CANARIE a également facilité la mise au point de nombreuses applications Internet de pointe par le biais de ses investissements stratégiques de recherche et développement

dans les petites et moyennes entreprises. Ses investissements ont été égaux ou dépassés par les participants aux projets, ce qui a créé un ratio de levier de 4:1.

À un niveau plus près de la base, les projets approuvés au titre du Fonds d'action pour le changement climatique (FACC) doivent obtenir au moins 25 p. 100 de leur financement d'autres sources. Ce financement prend la forme de soutien en espèces et en nature (p. ex., services professionnels, temps de bénévolat, matériel, fournitures et équipement). À un point du programme, 16 millions de dollars en financement du FACC ont généré 38 millions de dollars en financement sous une autre forme, soit un total de 54 millions de dollars. Le réseau de partenaires créé par le FACC contribue à garantir que les projets continueront après la fin du soutien du FACC.

## Réseaux mondiaux d'information

Le Canada participe à plusieurs tribunes internationales qui appuient la durabilité mondiale. En voici quelques exemples :

- Le Canada participe à la collecte et au partage conjoints de l'information concernant l'énergie avec l'Agence internationale de l'énergie, l'Agence pour l'énergie nucléaire, l'Initiative hémisphérique en matière d'énergie et le Groupe de travail sur l'énergie de la Coopération économique Asie-Pacifique.
- Le Centre canadien de télédétection de Ressources naturelles Canada établit un site de la base de données sur les ressources mondiales du PNUE afin d'archiver, de diffuser et de fournir les outils pour intégrer les bases de données géospatiales émanant en grande partie de l'imagerie par télédétection.
- Le Canada encourage le développement durable concernant les minéraux et les métaux par le biais des réseaux régionaux et intergouvernementaux comme les ministères des Mines des Amériques (CAMMA) au sein de l'hémisphère, le Groupe d'experts en exploration et en exploitation des ressources minérales et énergétiques de la Coopération économique Asie-Pacifique, les groupes d'étude internationaux sur le cuivre, le nickel, le plomb et le zinc et le Forum consultatif du développement durable des métaux non ferreux récemment établi.
- Dans le cadre du Programme mondial de recherches sur le climat, les scientifiques canadiens participent à plusieurs études internationales à grande échelle sur le climat. En qualité de membre de l'Organisation météorologique mondiale, le Canada maintient un réseau de surveillance qui contribue au Système mondial d'observation du

### Communication mondiale sur les minéraux et les métaux

*Les ministères des Mines des Amériques (CAMMA) se spécialisent dans le partage de l'information concernant les politiques et technologies de développement durable pour les minéraux et métaux de l'ensemble de l'hémisphère. En 1999, le Canada a contribué à l'établissement d'un site Web de la CAMMA et convenu de le gérer pendant deux ans comme moyen de favoriser la coopération internationale et d'encourager l'échange ouvert de renseignements, de politiques, de bases de données et de meilleures pratiques.*



climat et à Veille météorologique mondiale. Environnement Canada maintient le Centre mondial des données sur l'ozone et les ultraviolets.

- Environnement Canada gère un centre à l'Institut national de recherche sur les eaux afin de soutenir le Système mondial de surveillance continue de l'environnement pour les eaux (GEMS-Eau) dans le cadre du Programme des Nations Unies pour l'environnement.
- Le Canada maintient un nœud, le Réseau canadien d'information sur la biodiversité, dans le mécanisme d'information de la Convention des Nations Unies sur la biodiversité, un système mondial de bases de données sur Internet qui, entre autres choses, aide à créer des capacités en vue d'atteindre les buts de la Convention, y compris l'utilisation durable de la biodiversité.

## Partenariats avec les pays en voie de développement

L'Agence canadienne de développement international (ACDI) est le principal organisme d'exécution du programme d'aide au développement et du programme de coopération technique du Canada concernant l'économie en transition. En reconnaissant la valeur de l'autoroute de l'information à l'appui de ses objectifs de développement, l'ACDI réoriente sa façon de faire des affaires pour ainsi placer la création, le transfert et la gestion des connaissances au centre de ses activités.

Par exemple, l'ACDI :

- a établi, dans le cadre du budget fédéral en 2000, le nouveau Fonds de développement et du changement climatique du Canada, doté d'un financement de 100 millions de dollars, afin d'aider les pays en voie de développement dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre, la séquestration de carbone, l'adaptation et la constitution de capacités de base pour le changement climatique;
- cofinance une initiative intitulée Bellanet afin d'aider les organisations de développement international à utiliser les technologies de l'information et de la communication et ainsi travailler ensemble plus efficacement;
- offre une formation en stratégie de gestion de l'information et des outils pour les décideurs gouvernementaux d'expression anglaise dans les pays en voie de développement par le biais de son Programme de gestion stratégique de l'information;

## GEMS-Eau

*Le Système mondial de surveillance continue de l'environnement pour les eaux (GEMS-Eau) participe aux évaluations de l'eau entreprises par les Nations Unies et entreprend des recherches sur la qualité de l'eau douce au plan régional et au plan mondial. Plus de 100 pays participent actuellement au réseau GEMS-Eau, fournissant des données de leurs programmes de surveillance nationaux pour aider à développer une base de données mondiale pour les rivières, les lacs et les eaux souterraines. GEMS-Eau s'intéresse également au renforcement de la capacité technique des pays participants grâce à des cours de formation parrainés par les Nations Unies dans le domaine de la gestion des ressources en eau.*

- a élaboré et gère actuellement, pour l'International Association for Impact Assessment, trois sites Web sur la création de capacités utilisés par les pays en voie de développement.

Le Canada dispose de protocoles d'entente avec de nombreux pays. Ces protocoles d'entente établissent un cadre dans lequel les projets de coopération peuvent être entrepris dans les domaines des politiques, des approches et des outils de gestion de l'environnement; des approches de la prévention et du contrôle de la pollution de l'environnement; de la création d'une capacité scientifique nationale; des politiques, des pratiques et du transfert de technologie et des solutions de conservation et de gestion durable des ressources; enfin, de l'échange de l'information sur diverses questions environnementales. Le Canada a également des ententes de coopération techniques avec de nombreux pays.

### **Utilisation africaine des technologies de l'information et de la communication**

L'initiative Acacia est un effort international dirigé par le Centre de recherches pour le développement international (CRDI), organisme établi au Canada, pour fournir aux collectivités africaines subsahariennes la capacité d'appliquer les technologies de l'information et de la communication (TIC) à leur propre développement social et économique. En employant ces technologies à leurs propres fins, les collectivités défavorisées d'Afrique peuvent transférer certaines prises de décisions des centres métropolitains et des organismes de développement international à des endroits où les problèmes de développement sont ressentis le plus vivement.

Un des principaux partenariats est établi avec l'Initiative de la Société africaine de l'information (ISAI), qui unifie les gouvernements africains et les donateurs dans un cadre visant à étendre au développement l'utilisation des technologies de l'information et de la communication ainsi que des technologies connexes. Dirigée par la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, l'ISAI fournit une perspective africaine unique sur les possibilités et les défis qu'offre ce continent à l'ère nouvelle de l'information.

Acacia travaillera principalement avec les collectivités rurales et défavorisées, en particulier avec les groupes de femmes et d'enfants. Ces collectivités sont souvent isolées des réseaux de TIC bien qu'elles fassent preuve d'énormes qualités de créativité et d'entreprises en vivant dans un milieu dépourvu de services et d'information. Avec Acacia, le CRDI aspire à encourager cette créativité et cet esprit d'entreprise en démontrant les avantages d'une capacité locale d'utiliser l'information et la communication pour régler les problèmes locaux de développement.



## VERS L'AVENIR

Que ce soit par la réalisation d'importants progrès dans les technologies de l'information ou par l'intégration des citoyens ordinaires dans le partage de l'information, le Canada a exploré de nombreuses options visant à mieux réaliser le développement durable en disposant de l'information appropriée au moment opportun et en l'utilisant de manière judicieuse pour prendre les bonnes décisions.

Malgré le succès dans certains domaines, le Canada continue à éprouver des difficultés à traiter l'information. En voici quelques-unes :

- Durant les années où de nombreux gouvernements subissaient des restrictions financières, les principales bases de données et la surveillance environnementale n'étaient pas maintenues à des niveaux satisfaisants. Il faudra du temps pour rebâtir ces systèmes.
- La technologie de l'information progresse si rapidement que le gouvernement du Canada peut ne pas continuer à promettre l'accès universel.
- On doit accroître les efforts pour normaliser la façon dont l'information est recueillie, traitée, interprétée et appliquée.
- Une formation appropriée doit être offerte aux groupes d'utilisateurs.

En même temps, les progrès de la technologie peuvent rendre l'accès à l'information plus abordable à l'avenir et aider les pays en voie de développement à améliorer leurs capacités de régler les problèmes de développement durable. Le Canada est en bonne position pour conclure des partenariats avec ces pays, dans l'intérêt mutuel des parties.

## LECTURES RECOMMANDÉES

- ACTON, D.F., et L.J. GREGORICH, dir. *La santé de nos sols : vers une agriculture durable au Canada*, publication 1906/F, Ottawa, Agriculture et Agroalimentaire Canada, Centre de recherches sur les terres et les ressources biologiques, 1995. Sur Internet : <<http://sis.agr.gc.ca/siscan/publications/health/intro.html>>.
- AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA. *Agriculture en harmonie avec la nature : stratégie pour un environnement agricole et agroalimentaire durable au Canada*, Ottawa, le Ministère, Bureau de l'environnement, Direction générales des politiques, 1997. Sur Internet : <[http://www.agr.ca/policy/envharmon/docs/strat\\_f.pdf](http://www.agr.ca/policy/envharmon/docs/strat_f.pdf)>.
- . *Biodiversité en agriculture : Plan d'action d'Agriculture et Agroalimentaire Canada*, Ottawa, le Ministère, Bureau de l'environnement, 1997. Sur Internet : <[http://www.agr.ca/policy/environnement/eb/public\\_html/pdfs/biodiversity/action\\_plan\\_fr.pdf](http://www.agr.ca/policy/environnement/eb/public_html/pdfs/biodiversity/action_plan_fr.pdf)>.
- . *Profil des tendances de production et des enjeux environnementaux du secteur agricole et agroalimentaire canadien*, Ottawa, le Ministère, Bureau de l'environnement, Direction générale des politiques, 1997. Sur Internet : <[http://www.agr.ca/policy/envharmon/docs/profil\\_f.pdf](http://www.agr.ca/policy/envharmon/docs/profil_f.pdf)>.
- BAUMGARTEN, C. « A comparison of business accounting and national accounting from an environmental perspective », *Environmental Perspectives: Studies and Statistics* No. 3, n° de cat. 11-528-XPE, Ottawa, Statistique Canada, 1996.
- COMITÉ CONSULTATIF SUR L'AUTOROUTE DE L'INFORMATION. *Préparer le Canada au monde numérique : Rapport final du Comité consultatif sur l'autoroute de l'information*, Ottawa, 1997. Sur Internet : <<http://strategis.ic.gc.ca/SSGF/ih01650f.html>>.
- CONSEIL CANADIEN DES MINISTRES DE L'ENVIRONNEMENT. *Recommandations canadiennes pour la qualité de l'environnement*, Winnipeg, le Conseil, 1999.
- CONSEIL CANADIEN DES MINISTRES DES FORÊTS. *Abrégé de statistiques forestières canadiennes*. Sur Internet : <[http://nfdp.ccfm.org/framesinv\\_f.htm](http://nfdp.ccfm.org/framesinv_f.htm)>.
- . *Critères et indicateurs de l'aménagement durable des forêts au Canada : Bilan national 2000*, 2000. Sur Internet : <[http://www.nrcan.gc.ca/cfs/proj/ppiab/ci/2000\\_f.html](http://www.nrcan.gc.ca/cfs/proj/ppiab/ci/2000_f.html)>.
- COOTE, D.R., et L.J. GREGORICH, dir. *La santé de l'eau : vers une agriculture durable au Canada*, publication 2020F, Ottawa, Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale de la recherche, 2000. Sur Internet : <[http://www.agr.ca/policy/environnement/eb/public\\_html/pdfs/soil\\_water/eau-fr.pdf](http://www.agr.ca/policy/environnement/eb/public_html/pdfs/soil_water/eau-fr.pdf)>.
- ENVIRONNEMENT CANADA. *L'état de l'environnement au Canada — 1996*, Ottawa, le Ministère, 1996. Sur Internet : <<http://www.ec.gc.ca/soer-ree/Francais/1996Report/Doc/1-1.cfm>>.
- . *Le changement climatique : Série nationale d'indicateurs environnementaux*, Bulletin EDE n° 98-3, Ottawa, le Ministère, 1998. (Déjà paru sous le titre Bulletin EDE 94-4, 95-2, 96-4). Sur Internet : <<http://www.ec.gc.ca/ind/Francais/Climate/default.cfm>>.
- GOUVERNEMENT DU CANADA. *Assurer l'avenir du milieu rural : Le développement rural et l'agriculture durable au Canada*, Ottawa, le Gouvernement, 2000. Sur Internet : <<http://www.ec.gc.ca/agenda21/2000/agriculfr.htm>>.
- JANZEN, H.H., R.L. DESJARDINS, J.M.R. ASSELIN et B. GRACE, dir. *La santé de l'air que nous respirons : vers une agriculture durable au Canada*, Ottawa, Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale de la recherche, 1999. Sur Internet : <[http://www.agr.ca/policy/environnement/eb/public\\_html/pdfs/air\\_quality/healthy\\_airf.pdf](http://www.agr.ca/policy/environnement/eb/public_html/pdfs/air_quality/healthy_airf.pdf)>.
- MCRAE, T., C.A.S. SMITH et L.J. GREGORICH, dir. *L'agriculture écologiquement durable au Canada : rapport sur le Projet des indicateurs agroenvironnementaux*, Ottawa,

- Agriculture et Agroalimentaire Canada, 2000. Sur Internet :  
<[http://www.agr.ca/policy/environment/eb/public\\_html/pdfs/aei/final\\_fr.pdf](http://www.agr.ca/policy/environment/eb/public_html/pdfs/aei/final_fr.pdf)>.
- Mesure de la durabilité urbaine : atelier sur les indicateurs au Canada, 19-21 juin, 1995. Comptes rendus préparés par David Dilks pour la Direction générale de l'état de l'environnement d'Environnement Canada, et le Centre d'études prospectives sur l'habitation et le cadre de vie, Société canadienne d'hypothèques et de logement, Ottawa, Environnement Canada, Direction générale de l'état de l'environnement, 1996.
- RESSOURCES NATURELLES CANADA. *La politique des minéraux et des métaux du gouvernement du Canada : Des partenariats pour un développement durable*, Ottawa, le Ministère, 1996. Sur Internet : <<http://www.nrcan.gc.ca/mms/sdev/mmp-f.pdf>>.
- . Accès au territoire, zones protégées et développement durable : document d'information, Ottawa, le Ministère, 1998. Sur Internet : <<http://www.nrcan.gc.ca/mms/pubs/land-f.pdf>>.
- . *Évolution de l'efficacité énergétique au Canada : Mise à jour — Indicateurs de la consommation d'énergie, de l'efficacité énergétique et des émissions*, Ottawa, le Ministère, Office de l'efficacité énergétique, 2000. Sur Internet : <[http://oe.nrcan.gc.ca/general/trends/trends\\_f.pdf](http://oe.nrcan.gc.ca/general/trends/trends_f.pdf)>.
- POWELL, D., et W. LEISS. *Mad Cows and Mother's Milk: The Perils of Poor Risk Communication*, Montréal et Kingston (Ontario), McGill-Queen's University Press, 1997.
- SIMARD, A. J. *La gestion du savoir au Service canadien des forêts*, Ottawa, Ressources naturelles Canada, Service canadien des forêts, Direction des sciences, 2000.
- STATISTIQUE CANADA. *Les ménages et l'environnement, 1994*, n° de cat. 11-526-XPB, Ottawa, le Ministère, 1995.
- . *Bases de données pour l'analyse environnementale : gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux*, n° de cat. 16-506-XCB, Ottawa, le Ministère, 1998. CD-ROM.
- . *L'activité humaine et l'environnement*, Ottawa, le Ministère, 2000. Livre et CD-ROM.

## SITES WEB

- Aboriginal Super Information Hwy, Inc.\* :  
<http://www.abinfohwy.ca>
- Affaires indiennes et du Nord Canada :  
<http://www.inac.gc.ca>
- Agence canadienne de développement international :  
<http://www.acdi-cida.gc.ca>
- Agence canadienne d'évaluation environnementale :  
<http://www.ceaa.gc.ca>
- Agence internationale de l'énergie\* :  
<http://www.iea.org>
- Agence pour l'énergie nucléaire :  
<http://www.nea.fr>
- Agriculture et Agroalimentaire Canada en direct :  
<http://aceis.agr.ca>
- Association canadienne des ressources hydriques :  
<http://www.cwra.org/acrh/acrhselect.html>
- Association minière du Canada :  
<http://www.mining.ca>
- Banque de données sur les politiques et les programmes touchant les aînés du Canada :  
<http://www.sppd.gc.ca>
- Banque du Canada :  
<http://www.bank-banque-canada.ca>
- Base d'informations sur l'état de l'environnement canadien :  
<http://www1.ec.gc.ca/~soer>
- Bibliothèque nationale du Canada : Services de recherche et d'information — Politique relative aux services de référence :  
<http://www.nlc-bnc.ca/services/frpolicy.htm>
- Bulletin Science et Environnement :  
<http://www.ec.gc.ca/science>
- Bureau de la performance environnementale des entreprises canadiennes :  
<http://virtualoffice.ic.gc.ca/bepo>
- Bureau de l'environnement — Agriculture et Agroalimentaire Canada :  
<http://www.agr.ca/policy/environment/eb>
- Bureau national de la prévention de la pollution :  
<http://www.ec.gc.ca/nopp>
- Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail :  
<http://www.cchst.ca>
- Centre canadien d'information sur la prévention de la pollution :  
<http://www.ec.gc.ca/cppic>
- Centre canadien pour la prévention de la pollution\* :  
<http://c2p2online.com>
- Centre de recherches pour le développement international :  
<http://www.idrc.ca/fr>
- Centres de services aux entreprises du Canada :  
<http://www.cbasc.org>
- Centre d'information en direct intergouvernemental\* :  
<http://www.intergov.gc.ca>
- CEONet :  
<http://ceonet.ccrs.nrcan.gc.ca>
- Collectivités ingénieuses :  
<http://smartcommunities.ic.gc.ca>
- Comité consultatif sur l'autoroute de l'information :  
<http://strategis.ic.gc.ca/SSGF/ih01015f.html>
- Commissaire à l'environnement et au développement durable :  
[http://www.oag-bvg.gc.ca/domino/cesd\\_cedd.nsf/html/menu\\_f.html](http://www.oag-bvg.gc.ca/domino/cesd_cedd.nsf/html/menu_f.html)
- Commission du développement durable\* :  
<http://www.un.org/esa/sustdev/csd.htm>
- Conseil canadien de développement social :  
<http://www.ccsd.ca/francais>
- Conseil canadien des ministres de l'environnement :  
[http://www.ccme.ca/index\\_f.html](http://www.ccme.ca/index_f.html)
- Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes :  
<http://www.crtc.gc.ca>
- Conseil international des métaux et de l'environnement\* :  
<http://www.icme.com>
- Conseil international pour les initiatives écologiques communales\* :  
<http://www.iclei.org>
- Coopération économique Asie-Pacifique\* :  
<http://www.apecsec.org.sg>
- Développement des ressources humaines Canada :  
<http://www.hrdc-drhc.gc.ca>
- Éco-collectivités du millénaire :  
[http://www.ec.gc.ca/eco/main\\_f.htm](http://www.ec.gc.ca/eco/main_f.htm)
- ÉcoRoute de l'information :  
<http://ecoroute.uqcn.qc.ca>
- ÉnerGuide :  
<http://energuide.nrcan.gc.ca>
- Environnement Canada — La Voie verte :  
<http://www.ec.gc.ca>
- Fédération canadienne des municipalités :  
<http://www.fcm.ca>
- Fonds canadien d'adaptation et de développement rural :  
<http://www.agr.ca/policy/adapt>
- Forum sur les ressources minérales\* :  
<http://www.natural-resources.org>
- GD Sourcing—Research and Retrieval\* :  
<http://www.gdsourcing.com>
- GEMS-Eau (Système mondial de surveillance continue de l'environnement — Programme sur la qualité de l'eau douce\* :  
<http://www.cciw.ca/gems>
- Gendarmerie royale du Canada :  
<http://www.rcmp-grc.gc.ca>
- GéoConnexions :  
<http://www.geoconnections.org>
- Gouvernement de la Colombie-Britannique\* :  
<http://www.gov.bc.ca>
- Gouvernement de l'Alberta\* :  
<http://www.gov.ab.ca>
- Gouvernement de la Nouvelle-Écosse\* :  
<http://www.gov.ns.ca>
- Gouvernement de la Saskatchewan\* :  
<http://www.gov.sk.ca>

- Gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard :  
[http://www.gov.pe.ca/f\\_index.php3](http://www.gov.pe.ca/f_index.php3)
- Gouvernement de l'Ontario :  
<http://www.gov.on.ca>
- Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest\* :  
<http://www.gov.nt.ca>
- Gouvernement de Terre-Neuve et du Labrador\* :  
<http://www.gov.nf.ca>
- Gouvernement du Canada :  
<http://canada.gc.ca>
- Gouvernement du Manitoba :  
<http://www.gov.mb.ca/index.fr.shtml>
- Gouvernement du Nouveau-Brunswick :  
<http://www.gov.nb.ca>
- Gouvernement du Nunavut\* :  
<http://www.gov.nu.ca>
- Gouvernement du Québec :  
<http://www.gouv.qc.ca/XmlDev/Site/Dhtml/Francais/Index.html>
- Gouvernement du Yukon :  
<http://www.gov.yk.ca/francais>
- Groupe d'étude international du nickel\* :  
<http://www.insg.org>
- Groupe d'étude international du plomb et du zinc\* :  
<http://www.ilzsg.org>
- Groupe d'experts de l'APEC en exploration et en exploitation des ressources minérales et énergétiques — Secrétariat\* :  
<http://www.nrcan.gc.ca/mms/gemeed/index-f.html>
- Groupe de travail sur l'énergie de l'APEC\* :  
<http://www.apecenergy.org.au>
- Groupe international d'étude sur le cuivre\* :  
<http://www.icsg.org>
- Information gouvernementale canadienne sur l'Internet :  
[http://dsp-psd.pwgsc.gc.ca/dsp-psd/Reference/cgii\\_index-f.html](http://dsp-psd.pwgsc.gc.ca/dsp-psd/Reference/cgii_index-f.html)
- Initiative de l'intendance de la biodiversité dans les industries d'exploitation des ressources :  
<http://www.nrcan.gc.ca/css/imb/hqlib/200026fa.htm>
- Initiative hémisphérique en matière d'énergie\* :  
<http://www.americasenergy.org>
- Institut canadien de l'information scientifique et technique :  
<http://www.cisti.nrc.ca>
- Institut canadien du droit et de la politique de l'environnement\* :  
<http://www.cielap.org>
- Institut international du développement durable\* :  
<http://iisd1.iisd.ca>
- Institut national de recherche sur les eaux :  
<http://www.cciw.ca/nwri/nwri-f.html>
- International Association for Impact Assessment\* :  
<http://www.iaia.org>
- Inventaire national des rejets de polluants :  
<http://www.ec.gc.ca/pdb/inrp/index.html>
- L'Atlas national du Canada en ligne :  
<http://www.atlas.gc.ca>
- Le commerce électronique au Canada :  
<http://www.e-com.ic.gc.ca>
- L'homme et la biosphère — Programme MAB du Canada :  
<http://www.cciw.ca/mab/intro.html>
- Ministère de la Justice Canada :  
<http://canada.justice.gc.ca>
- Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international :  
<http://www.dfait-maeci.gc.ca>
- Ministère des Finances Canada :  
<http://www.fin.gc.ca>
- Ministères des Mines des Amériques :  
<http://www.camma.org>
- Musée canadien de la nature :  
<http://www.nature.ca>
- Nations Unies :  
<http://www.un.org>
- Observatoire du Saint-Laurent :  
<http://www.osl.gc.ca>
- Office de l'efficacité énergétique :  
<http://oeo.nrcan.gc.ca>
- Organisation de coopération et de développement économiques :  
<http://www.oecd.org/index-fr.htm>
- Organisation mondiale de la santé\* :  
<http://www.who.org>
- Outil de repérage des activités des programmes sur les océans :  
<http://www.dfo-mpo.gc.ca/canoceans>
- Parcs Canada :  
<http://www.parks canada.pch.gc.ca>
- Parliamentary Internet Parlementaire :  
<http://www.parl.gc.ca>
- Partenariat rural canadien :  
<http://www.rural.gc.ca>
- Passerelle d'information pour le consommateur canadien :  
<http://consumerinformation.ca>
- Patrimoine canadien :  
<http://www.pch.gc.ca>
- Pêches et Océans Canada :  
<http://www.ncr.dfo.ca>
- Premières nations sur RESCOL :  
<http://www.schoolnet.ca/aboriginal>
- Programme canadien des changements à l'échelle du globe :  
<http://www.globalcentres.org/cgcp>
- Programme d'accès communautaire :  
<http://cap-pac.ic.gc.ca>
- Programme de l'hygiène du milieu :  
<http://www.hc-sc.gc.ca/ehp/dhm/index.htm>
- Programme des collectivités durables :  
<http://www.sci.gc.ca>
- Programme des Nations Unies pour le développement\* :  
<http://www.undp.org>
- Programme des Nations Unies pour l'environnement\* :  
<http://www.unep.org>
- Programme d'indicateurs du développement durable :  
<http://www.ec.gc.ca/scip-pidd>
- Programme Étudiants bien branchés :  
<http://www.scp-ebb.com>
- Programme Le bon \$ens au volant :  
<http://oeo.nrcan.gc.ca/vehicules>
- Programme national de données sur les forêts :  
<http://nfdp.ccfm.org>

- Projet de recherche sur les politiques du gouvernement du Canada :  
<http://policyresearch.schoolnet.ca>
- Recommandations canadiennes pour la qualité de l'environnement :  
<http://www.ec.gc.ca/ceqg-rcqe/index.htm>
- Registre environnemental de la LCPE :  
<http://www.ec.gc.ca/RegistreLCPE/default.cfm>
- Renewable Energy and Sustainable Energy Systems in Canada\* :  
<http://www.newenergy.org>
- Renseignements sur les gouvernements canadiens :  
<http://www.nlc-bnc.ca/cangov/fgovinfo.htm>
- Répertoire canadien de la mise en commun des ressources\* :  
<http://www.nlc-bnc.ca/ressource/cirs95/eshractc.htm>
- Rescol canadien :  
<http://www.schoolnet.ca>
- Réseau canadien de connaissances en sciences de la Terre :  
<http://www.cgkn.net>
- Réseau canadien de la santé :  
<http://www.canadian-health-network.ca>
- Réseau canadien de l'environnement :  
<http://www.cen-rce.org>
- Réseau canadien de recherche culturelle :  
<http://www.arts.uwaterloo.ca/ccm/rcrc/index.html>
- Réseau canadien de recherche sur les milieux de travail :  
<http://www.cwrn-rcrmt.org>
- Réseau canadien de technologie :  
<http://www.nrc.ca/ctn>
- Réseau canadien d'information sur la biodiversité :  
<http://www.cbin.ec.gc.ca/cbin/html>
- Réseau canadien d'information sur le patrimoine :  
<http://www.chin.gc.ca>
- Réseau canadien pour la santé des femmes :  
<http://www.cwhn.ca>
- Réseau d'évaluation et de surveillance écologiques :  
<http://www.cciw.ca/eman/intro.html>
- Réseau des entreprises canadiennes :  
[http://strategis.ic.gc.ca/sc\\_coinf/ccc/frmdoc/homepage.html](http://strategis.ic.gc.ca/sc_coinf/ccc/frmdoc/homepage.html)
- Réseau d'information nordique :  
<http://esd.inac.gc.ca/ninf>
- Réseau d'information sur les Grands Lacs\* :  
<http://www.great-lakes.net>
- Réseau jeunesse autochtone :  
[http://ayn-0.ayn.ca/band\\_home\\_fr.asp](http://ayn-0.ayn.ca/band_home_fr.asp)
- Ressources naturelles Canada :  
<http://www.nrcan.gc.ca>
- Ressources naturelles Canada — Inventaire des pratiques de l'industrie minière en matière de conservation de la faune et de l'habitat au Canada :  
<http://mmsd1.mms.nrcan.gc.ca/business/inventory/Webcr41f.htm>
- RETSscreen International :  
<http://retscreen.gc.ca>
- SDInfo :  
<http://www.sdinfo.gc.ca>
- Série nationale d'indicateurs environnementaux :  
<http://www.ec.gc.ca/ind>
- Service canadien de la faune :  
<http://www.cws-scf.ec.gc.ca>
- Service canadien de l'information rurale :  
[http://www.agr.ca/progser/cris\\_f.phtml](http://www.agr.ca/progser/cris_f.phtml)
- Services d'annuaires gouvernementaux électroniques :  
[http://canada.gc.ca/search/direct500/geds\\_f.html](http://canada.gc.ca/search/direct500/geds_f.html)
- Service de localisation de l'information du gouvernement canadien :  
[http://gils.gc.ca/gils/info\\_f.html](http://gils.gc.ca/gils/info_f.html)
- Service météorologique du Canada :  
<http://www.msc.ec.gc.ca>
- Site sur l'air pur :  
[http://www.ec.gc.ca/air/menu\\_f.shtml](http://www.ec.gc.ca/air/menu_f.shtml)
- Site Web des métaux non ferreux et de leur contribution au développement durable\* :  
<http://www.nfmsd.org>
- Site Web sur l'eau douce :  
<http://www.ec.gc.ca/water/accueil.htm>
- Site Web sur le changement climatique du gouvernement du Canada :  
<http://www.climatechange.gc.ca>
- Société Radio-Canada :  
<http://www.cbc.radio-canada.ca>
- Sommet de la prévention de la pollution :  
<http://c2p2.sarnia.com/summit>
- Statistique Canada :  
<http://www.statcan.ca>
- Strategis — Le site canadien des entreprises et des consommateurs :  
<http://www.strategis.gc.ca>
- Sustainability of Arctic Communities\* :  
<http://taiga.net/sustain>
- Système de connaissances intégrées Québec-Labrador (SCIQL) :  
<http://qlinks.ucs.mun.ca>
- Système d'information sur les sols du Canada :  
<http://sis.agr.gc.ca/siscan/intro.html>
- Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie :  
<http://www.nrtee-trnee.ca>
- Transports Canada :  
<http://www.tc.gc.ca>
- Un Canada branché :  
<http://www.connect.gc.ca>
- VolNet (Programme d'aide au réseau du secteur du bénévolat) :  
<http://www.volnet.org>
- Web Accessibility Initiative\* :  
<http://www.w3.org/WAI>
- World Business Council for Sustainable Development\* :  
<http://www.wbcsd.ch>
- Worldwatch Institute\* :  
<http://www.worldwatch.org>

\* Au moment d'aller sous presse, les sites marqués d'un astérisque étaient soit en voie d'élaboration, soit disponibles seulement en anglais ou dans d'autres langues.